

AGRICULTURE SAHARIENNE

L'Algérie veut devenir un pôle régional

En marge des travaux du Forum mondial de l'alimentation tenu à Rome, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a rencontré hier le Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Qu Dongyu. En effet, cette rencontre a permis d'examiner les moyens d'approfondir la coopération bilatérale et de développer des programmes conjoints visant à assurer la sécurité alimentaire et à promouvoir une agriculture durable en Algérie. P 3



ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE

Des projets innovants accrédités par la CSVF

L'université algérienne confirme son rôle de moteur d'innovation et de création de richesse. Dans le cadre de la politique nationale d'encouragement de l'entrepreneuriat universitaire, les commissions de sélection, de validation et de financement (CSVF) ont annoncé, cette semaine, l'accréditation et le financement d'une nouvelle série de projets innovants portés par de jeunes étudiants-entrepreneurs dans plusieurs établissements du pays.

P 2

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les efforts de l'Algérie salués

L'Algérie obtient une reconnaissance internationale de ses efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Salah Eddine Taleb, Gouverneur de la Banque d'Algérie, a rapporté que les experts du Joint Group (ICRG) du Groupe d'action financière (GAFI) ont salué les progrès considérables réalisés par le pays pour mettre son dispositif national en conformité. Cette évaluation positive des experts du Group est un signal encourageant pour une sortie rapide l'Algérie de la liste de surveillance renforcée du GAFI.

P 5

PLF 2026

Adoption d'un nouveau modèle de prévisions macroéconomiques

Le directeur général de la prévision et des politiques au ministère des Finances, M. Sid Ahmed Louahadj, a souligné, jeudi, que le ministère a adopté, dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, un nouveau modèle de prévisions macroéconomiques, développé en partenariat avec la Banque mondiale, en vue d'optimiser la fiabilité des prévisions et de suivre les mutations économiques et financières.

P 3

RENCONTRE D'ÉVALUATION
DES ACTIVITÉS DE LA CNR

**Le ministre insiste sur
l'amélioration des services** P 2

TRAVAUX PUBLICS

**Evaluation des programmes
et préparation du plan 2026** P 2

HUAWEI SEEDS FOR THE FUTURE 2025

**Des étudiants algériens
en Chine** P 16

UNIVERSITÉS ARABES
L'Algérie en tête du classement QS

Par S R.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, hier, que les universités algériennes ont obtenu des résultats remarquables et avancés dans le classement QS des universités arabes pour l'édition 2026. Il est marqué par l'augmentation du nombre d'établissements d'enseignement supérieur algériens classés. En effet, quarante-six (46) établissements d'enseignement supérieur algériens ont été classés cette année, contre dix-sept (17) dans l'édition 2025, et quatorze (14) dans l'édition 2024, a précisé le ministère dans un communiqué. Ainsi, l'Algérie s'est classée première au niveau maghrébin et arabe en termes de nombre d'universités classées. Par ailleurs, l'Université d'Annaba a été classée première au niveau national, réalisant ainsi un bond significatif par rapport à l'année précédente, où elle occupait la tranche 161-170 dans le même classement. Ce progrès, indique le ministère, met en évidence les efforts déployés par le secteur pour améliorer la qualité de l'enseignement et la visibilité de la recherche scientifique aux niveaux régional et international, à travers la position des établissements d'enseignement supérieur nationaux dans divers classements mondiaux. À noter que le classement QS des universités arabes est un classement régional annuel publié par l'organisme international Quacquarelli Symonds (QS). Il vise à évaluer et comparer les performances des établissements d'enseignement supérieur de la région. Ce classement repose sur un cadre d'évaluation complet comprenant dix indicateurs clés, chacun représentant un pilier fondamental de l'évaluation de la performance et de la compétitivité des universités, notamment : la réputation académique ; la réputation auprès des employeurs ; le ratio professeurs/étudiants ; les citations par publication ; la proportion d'enseignants internationaux et la proportion d'étudiants internationaux.

ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE

Des projets innovants accrédités par la CSVF

L'université algérienne confirme son rôle de moteur d'innovation et de création de richesse. Dans le cadre de la politique nationale d'encouragement de l'entrepreneuriat universitaire, les commissions de sélection, de validation et de financement (CSVF) ont annoncé, cette semaine, l'accréditation et le financement d'une nouvelle série de projets innovants portés par de jeunes étudiants-entrepreneurs dans plusieurs établissements du pays.

Par Selma R.

Cette initiative s'inscrit en effet dans la dynamique engagée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, sous le slogan «L'université créatrice de richesse », visant à faire de l'institution universitaire un acteur direct du développement économique et social. Selon un communiqué du ministère, cinq universités et centres universitaires figurent parmi les bénéficiaires de cette nouvelle vague de financement. À Guelma, l'Université du 8 Mai 1945 s'illustre par l'accréditation de cinq projets dans les domaines de la santé, de l'industrie et de l'agroalimentaire — des secteurs à fort potentiel d'innovation et de création d'emplois. À Boumerdès, l'Université M'hamed Bougara, connue pour sa forte orientation technologique, voit trois projets industriels retenus, confirmant le dynamisme de ses étudiants dans les filières d'ingénierie et de production. Le Centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila a, de son côté, validé deux projets portant sur la production et les services, traduisant la volonté des jeunes entre-

preneurs d'ancrer leurs initiatives dans les besoins locaux. L'Université Mohamed Khider de Biskra se distingue, pour sa part, avec six projets financés dans les domaines de la médecine, des services et de l'industrie, démontrant le potentiel entrepreneurial croissant dans le Sud-Est du pays. Enfin, à Ouargla, l'Université Kasdi Merbah a vu un projet industriel validé, illustrant la montée en puissance de l'écosystème entrepreneurial dans les wilayas sahariennes. Ces micro-projets, portés par de jeunes diplômés et encadrés par leurs universités, constituent des incubateurs d'idées et de solutions locales. Ils traduisent la mise en œuvre concrète du statut national de l'étudiant-entrepreneur, instauré par le ministère de l'Enseignement supérieur pour favoriser l'émergence de projets viables avant même la fin du cursus académique. L'objectif est clair : transformer les universités en pôles d'innovation appliquée, capables de générer des start-up, de renforcer la compétitivité des territoires et de contribuer à la création d'emplois qualifiés. La CSVF joue, à ce titre, un rôle central. Elle évalue la pertinence technique et économique des propositions, accorde des finance-

ments ciblés et accompagne les porteurs de projets dans les premières phases de réalisation. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale de transition vers une économie fondée sur la connaissance, où la recherche appliquée, la technologie et l'innovation deviennent les nouveaux leviers de croissance. Elle répond aussi aux orientations du gouvernement en matière d'auto-emploi des jeunes diplômés et d'intégration du secteur universitaire dans le tissu productif. En finançant ces projets, les CSVF envoient un message fort de confiance aux jeunes porteurs d'idées, tout en confirmant que l'université algérienne n'est plus seulement un lieu de formation, mais un acteur direct du développement économique. « Ce type d'initiative concrétise la vision d'une université connectée à son environnement socioéconomique, capable de créer de la valeur ajoutée et des emplois », souligne une source au ministère. Ce programme, appelé à s'élargir à l'ensemble des établissements du pays, représente une étape importante vers une université entrepreneuriale, ouverte sur le monde économique et contributive à la souveraineté nationale.

TRAVAUX PUBLICS

Evaluation des programmes et préparation du plan 2026

Par S R.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a affirmé, lors de la conférence de presse qu'il a animée hier en marge du séminaire national des directeurs des travaux publics à travers les wilayas, que cette rencontre constitue «une étape importante pour évaluer la mise en œuvre des programmes en cours, examiner les défis rencontrés sur le terrain et

préparer le lancement du nouveau programme inscrit dans le projet de loi de finances 2026» Le ministre a précisé, indique le ministère dans un communiqué, que ce séminaire vise à définir les priorités et les mesures pratiques destinées à accélérer la réalisation des grands projets et à améliorer les performances aux niveaux central et local, rappelant la nécessité d'achever la numérisation complète du secteur avant la fin de l'année 2025.

Djellaoui a souligné que « le secteur enregistre des avancées notables dans la réalisation de plusieurs projets stratégiques majeurs, à l'image des deux lignes minières Est et Ouest, de l'extension du port phosphatier d'Annaba, ainsi que des projets routiers et autoroutiers et des programmes de désenclavement des zones intérieures ». Il a insisté sur le fait que ces projets représentent un pilier essentiel du développement économique et du renforcement des infra-

structures nationales. Dans le même contexte, le ministre a révélé avoir effectué une visite inopinée dans la soirée du vendredi, en compagnie du ministre wali d'Alger, afin de constater l'état d'avancement des travaux du pont menant vers Dely Ibrahim, après le retard constaté dans la réouverture du contournement sud. Il a précisé que la route a été rouverte à la circulation une heure seulement après l'intervention sur le terrain.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Premier ministre effectue une visite de travail dans la wilaya de Chlef

Par R E.

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, jeudi dernier, une visite de travail dans la wilaya de Chlef. Accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et du ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, le Premier ministre a, à l'entame de la visite, observé une minute de silence à la mémoire des martyrs, à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, marquant l'anniversaire des massacres du 17 octobre 1961. Au cours de la première étape de la visite, M. Ghrieb et la délégation l'accompagnant ont inspecté le complexe industriel et commercial CAPTEN, relevant de la filiale Mahroussa du groupe AGRODIV, dans la commune de Ténès, où il a suivi un exposé dé-

taillé sur les activités du complexe et sa contribution au développement de l'industrie agroalimentaire dans le pays. Lors de la deuxième étape de sa visite, le Premier ministre a procédé à l'inauguration d'une unité de fabrication de camions, d'autobus et de pièces détachées pour véhicules, dans la commune d'Oum Drou, où il a reçu des explications détaillées sur ce projet, inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de localisation des industries mécaniques et de renforcement de l'intégration locale dans le domaine de la production de véhicules, avec la mise en place de toutes les facilitations nécessaires à la réussite des projets d'investissement. Au cours de la troisième étape de la visite, M. Ghrieb et la délégation ministérielle l'accompagnant ont inspecté le projet de l'Unité de réhabilitation et d'extension des équipements de production de verre de table au niveau de la Nouvelle verrerie de Chlef NOVER, fi-

liale de l'Entreprise nationale des verres et abrasifs (ENAVA), où il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux et a reçu des explications détaillées sur le projet. Au terme de sa visite dans la wilaya de Chlef, le Premier ministre a présidé la cérémonie de signature de conventions relatives au lancement officiel de l'opération d'importation de 10.000 bus neufs, conformément au cahier des charges établi par la commission interministérielle (ministère de l'Industrie et ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports). Une démarche qui s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des mesures décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'importation de 10.000 bus neufs et le retrait du parc national de tous les bus de transport de voyageurs vétustes de plus de 25 ans de service pour les remplacer par des véhicules neufs.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AGRICULTURE SAHARIENNE

L’Algérie veut devenir un pôle régional

En marge des travaux du Forum mondial de l’alimentation tenu à Rome, le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a rencontré hier le Directeur général de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), Qu Dongyu. En effet, cette rencontre a permis d’examiner les moyens d’approfondir la coopération bilatérale et de développer des programmes conjoints visant à assurer la sécurité alimentaire et à promouvoir une agriculture durable en Algérie.

Par Sirine R.

Lors de son entretien avec le DG de la FAO, le ministre Yacine Oualid a mis en avant la stratégie nationale de modernisation du secteur agricole, qui repose sur le transfert de technologies, la valorisation de l’expertise internationale et la formation technique. À travers ces actions, l’Algérie vise à améliorer la productivité et à instaurer des pratiques agricoles modernes et respectueuses de l’environnement, en particulier dans les zones à climat aride et semi-aride. Dans son plan d’action, le gouvernement table sur le secteur agricole pour le renforcement de la sécurité alimentaire et surtout la diminution de la dépendance aux marchés étrangers, notamment en produits stratégiques. À cet effet, une stratégie ambitieuse est mise en place pour le développement de ces filières, en s’orientant vers l’agriculture saharienne. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné l’augmentation des superficies réservées aux céréales à 500 000 ha dans le sud du pays. Pour la réussite de ce programme, les pouvoirs publics ont privilégié les partenariats et le renforcement de la coopération avec les organisations mon-

diales, à l’instar de la FAO. D’ailleurs, les discussions ont porté sur plusieurs axes stratégiques, dont le développement de modèles agricoles innovants adaptés aux conditions climatiques du Sud algérien. L’objectif est de permettre à l’Algérie, explique le ministère, de devenir un pôle régional de l’agriculture saharienne intelligente face au climat, à travers l’utilisation de technologies modernes d’irrigation, de gestion des sols et de valorisation des ressources hydriques non conventionnelles. Le ministre a également insisté sur les efforts du gouvernement visant à moderniser les systèmes de stockage et les services logistiques agricoles, un maillon essentiel pour réduire les pertes post-récolte et renforcer la sécurité alimentaire nationale. Le développement de chaînes de valeur intégrées, allant de la production à la distribution, figure parmi les priorités de la politique agricole actuelle. Un volet important des échanges a été consacré au projet du Barrage Vert, programme emblématique de reboisement et de lutte contre la désertification. Soutenu par la FAO et le Fonds vert pour le climat, ce projet vise à restaurer le couvert végétal, à préserver les terres agricoles et à freiner l’avancée du désert. Les deux parties ont convenu de ren-

forcer la coopération technique afin d’accélérer les opérations de reboisement et d’améliorer les capacités nationales en matière de gestion durable des ressources naturelles. Yacine Oualid a exprimé la reconnaissance de l’Algérie pour le soutien continu apporté par la FAO, réaffirmant la volonté du pays de poursuivre cette coopération stratégique au service de la sécurité alimentaire et du développement rural durable. Le Directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a pour sa part salué les efforts de l’Algérie dans la transformation de son secteur agricole, soulignant la pertinence des réformes engagées et la vision à long terme du gouvernement en matière d’adaptation climatique. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre de la participation active de l’Algérie au Forum mondial de l’alimentation, qui constitue une plateforme de dialogue et de partenariat pour repenser les systèmes alimentaires mondiaux. À travers ses initiatives nationales et ses partenariats internationaux, l’Algérie affirme son engagement à bâtir une agriculture résiliente, inclusive et durable, capable de garantir la sécurité alimentaire des générations futures tout en contribuant à la lutte mondiale contre les effets du changement climatique.

RENCONTRE D’ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE LA CNR

Le ministre insiste sur l’amélioration des services

Par R E.

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a insisté, jeudi à Alger, sur la nécessité d’améliorer les services offerts aux retraités et ayants-droit, et d’accélérer la transformation numérique, afin de simplifier les formalités et procédures administratives, indique un communiqué du ministère. Lors d’une rencontre d’évaluation des activités de la Caisse nationale des retraites (CNR), M. Saihi a souligné "la nécessité d’améliorer l’efficacité et la qualité des services offerts aux retraités et aux ayants-droit, en adéquation avec leurs aspirations légitimes", "d’accélérer le traitement des dossiers des allocations et pensions, et de garantir leur versement

dans les délais, sans aucun retard", ajoute la même source. Pour le ministre, cette rencontre qui est consacrée "au diagnostic de l’état de gestion de la CNR et à l’évaluation de l’efficacité des mesures prises afin d’assurer la pérennité de ses équilibres financiers et la continuité du versement régulier et intégral des pensions de retraite, s’inscrit en droite ligne dans la vision du gouvernement visant à développer le système de protection sociale", étant donné que "la préservation des droits des retraités constitue un devoir constitutionnel à ne pas négliger qui requiert de redoubler les efforts et d’améliorer la performance". A cette occasion, le ministre a donné des orientations relatives au "renforcement des services numé-

riques interactifs afin d’éviter aux retraités les déplacements inutiles, et à l’élargissement des actions de proximité pour se rapprocher d’eux", appelant à "la rigueur dans la prise en charge des préoccupations des citoyens, tout en veillant à humaniser la relation avec le retraité à toutes les étapes du traitement", outre "l’élaboration d’un plan d’action stratégique pour la période 2026-2030, axé sur la rationalisation des dépenses sans toucher aux droits des bénéficiaires, l’accélération de la transformation numérique et la simplification des formalités et procédures administratives". M. Saihi a, en outre, souligné "l’impératif de renoncer aux modes de gestion classiques et d’adopter un modèle administratif moderne fondé sur la numérisation, la flexibilité et

la réactivité", estimant nécessaire "d’intensifier la coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation afin d’atteindre l’objectif de la numérisation globale" des services de la CNR, et ce "conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour établir un Gouvernement numérique intégré". Au terme de la rencontre, le ministre a réitéré son appel aux cadres de la CNR à "veiller en permanence à une prise en charge optimale des préoccupations des retraités", affirmant que "la numérisation est le seul moyen de parvenir à des services modernes et efficaces, garantissant le confort du retraité et le respect de ses droits dans la transparence et la justice sociale"

EL-MENIAA
Prévision
de récolte de plus
de 185.400 QX
de dattes

Une récolte de plus de 185.400 quintaux de dattes de différentes variétés est attendue cette saison dans la wilaya d’El-Meniaa, a-t-on appris samedi auprès de la Chambre locale de l’Agriculture. La récolte attendue cette saison serait "prometteuse", avec une production en hausse, grâce à l’extension de la phoeniciculture au niveau des exploitations agricoles, a estimé le président de la Chambre agricole, Ouled-Laid Harrouz, évoquant une récolte prévue de diverses variétés de dattes, notamment la Deglet Nour, le Ghers et la Degla-Beida, connue localement sous le nom de "Guerbaïe". La superficie réservée à l’activité phoenicicole est de 3.181 hectares, répartis entre les exploitations agricoles des communes d’El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, avec 2.484 ha de palmiers productifs, a-t-il ajouté. La récolte prévisionnelle de cette saison devrait conforter la place d’El-Meniaa parmi les wilayas productrices de dattes de qualité, grâce aux conditions climatiques favorables enregistrées dans la wilaya et l’intérêt croissant porté par les agriculteurs à cette culture de type oasien. Les services agricoles s’emploient, de leur côté, à l’accompagnement des agriculteurs, en leur apportant un soutien dans les techniques d’irrigation, les engrais et le traitement contre les maladies du palmier (Boufaroua), en plus d’améliorer les techniques de cueillette, de stockage et de commercialisation de la datte, une des principales ressources économiques de la région aux côtés des cultures stratégiques (céréales et fourrages), selon le même source.

ENERGIE

Sonatrach signe un mémorandum d’entente avec la compagnie nationale mozambicaine des hydrocarbures

Le groupe Sonatrach a signé, jeudi à Maputo, un mémorandum d’entente avec la compagnie nationale mozambicaine des hydrocarbures (ENH), visant à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du pétrole et du gaz au Mozambique, indique un communiqué du groupe public. L’accord a été signé au siège du ministère mozambicain des Ressources minières et de l’Energie, par le PDG de

Sonatrach, Rachid Hachichi, et la présidente du Conseil d’administration de la compagnie ENH, Ludovina Bernardino, en présence du ministre de l’Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjaj, en visite de travail au Mozambique. L’accord définit les domaines d’intérêt commun, notamment en ce qui concerne la coopération dans le cadre des projets d’exploration et de production d’hydrocarbures au Mozambique,

et qui s’étendent aux activités de transport et Aval, et les services fournis sur l’ensemble de la chaîne de valeurs des hydrocarbures. Le mémorandum d’entente porte sur la coopération en matière de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel et de renforcement des capacités techniques des personnels de la compagnie mozambicaine, à travers le partage de connaissances dans les domaines de la géologie, de l’ingénie-

rie et des activités pétrolières et ce, lors des sessions de formation dispensées par Sonatrach. Dans son communiqué, le groupe Sonatrach a estimé que cet accord "constitue un pas en avant sur la voie de la coopération énergétique entre l’Algérie et le Mozambique, reflétant l’ambition du groupe public d’étendre son activité au niveau continental, en sa qualité d’acteur principal dans le secteur énergétique en Afrique".

ALGÉRIE POSTE
Le concours national de recrutement fixé au 30 octobre

Le concours national de recrutement d'Algérie poste se tiendra le 30 octobre via la plateforme numérique dédiée à cet effet, a annoncé, vendredi, l'entreprise, dans un communiqué. "Pour permettre aux candidats concernés par le concours national de recrutement, d'accéder à la plateforme numérique dans les délais et en toute aisance, des SMS contenant le nom d'utilisateur et le mot de passe seront envoyés du 20 au 24 octobre", précise la même source. En prévision de cet examen, "les candidats n'ayant pas reçu ces SMS seront contactés par le centre d'appel de l'entreprise dans les trois jours suivants, afin de leur fournir les informations nécessaires et de garantir leur participation sans difficulté", a assuré Algérie Poste. "Soucieuse de consacrer les principes de transparence, d'égalité des chances et d'assurer le bon déroulement de cette opération nationale importante, Algérie Poste publiera, dans les prochains jours, un guide d'utilisateur accompagné de tutoriels vidéo explicatifs, détaillant étape par étape, la procédure d'utilisation de la plateforme numérique et le déroulement de l'examen en toute aisance", ajoute le communiqué. Ces supports explicatifs seront diffusés sur "les plateformes et pages officielles d'Algérie Poste sur les réseaux sociaux, afin de permettre à tous les candidats d'en prendre connaissance à temps et de bien se préparer pour le jour de l'examen". Afin de suivre toutes les nouveautés d'ordre organisationnel et technique liées au concours national de recrutement, Algérie Poste invite tous les candidats à consulter régulièrement ses publications officielles, conclut la même source.

MONNAIES
Le dollar en légère hausse

Le dollar remonte vendredi et les valeurs refuge freinent tel que l'or, après des déclarations du président Américain suscitant des espoirs d'apaisement des tensions commerciales avec Pékin. Le président américain a confirmé qu'il allait rencontrer son homologue chinois Xi Jinping en Corée du Sud dans "deux semaines environ", dans une interview à "Fox News" qui sera diffusée dimanche. Vers 16H15, la devise américaine se relevait de 0,19% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1665 dollar pour un euro. Le billet vert se stabilisait aussi face au yen et au franc suisse, valeurs refuges traditionnelles. L'or reflétait de 1,93%, après s'être envolé vendredi à un nouveau sommet inédit, à 4.379,93 dollars l'once.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'AIPA EN TANT QUE MEMBRE OBSERVATEUR

Le président de l’APN reçoit les félicitations d’ambassadeurs

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu des messages de félicitations des ambassadeurs d'Indonésie, de Malaisie et du Vietnam, suite à l'obtention par l'APN du statut d'unique membre observateur auprès de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), indique samedi un communiqué de la chambre basse du Parlement. "M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a reçu des messages de félicitations des ambassadeurs de la République d'Indonésie, de Malaisie et de la République socialiste du Vietnam, respectivement MM. Chalief Akbar Tjandraningrat, Rizany Irwan Muhamad Mazlan et Tran Quoc Khanh, suite à l'obtention par l'APN du statut de membre observateur auprès de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), lors de la tenue de sa 46e



Assemblée générale à Kuala Lumpur (Malaisie) du 18 au 20 septembre 2025", précise la même source. Dans leurs messages, les ambassadeurs de ces trois pays, membres fondateurs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ont salué "la dynamique efficace de la diplomatie parle-

mentaire algérienne, qui s'emploie à étendre le champ de ses activités à la coopération avec le continent asiatique, notamment avec les pays de l'Asie du Sud-Est, en vue d'œuvrer de concert à la promotion des principes de paix, de sécurité, de stabilité et de progrès".

TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES

Examen des moyens de renforcement de la coopération algéro-italienne

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu, jeudi au siège du ministère, l'ambassadeur de la République d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo, avec lequel il a examiné l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans les domaines des infrastructures et des installations de base, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, te-

nue à la demande de l'ambassadeur italien, a permis aux deux parties de souligner la profondeur des relations historiques unissant l'Algérie et l'Italie, ainsi que l'importance accordée par les deux pays au renforcement de la coopération dans les domaines des infrastructures et des installations de base, précise la même source. Les échanges ont également porté sur la nécessité d'élargir les do-

maines de coopération pour inclure l'innovation et l'échange d'expertises dans le développement des infrastructures de base, à même de contribuer à l'amélioration de la qualité des projets et au renforcement des capacités et compétences techniques, ajoute le communiqué. Au terme de la rencontre, les deux parties ont réitéré leur engagement à poursuivre l'action conjointe en vue de bâtir un

avenir prometteur pour les relations algéro-italiennes. Le ministre a, à cette occasion, exprimé son souhait de voir la 7ème réunion du comité technique mixte se tenir dans les meilleurs délais, considérant cette rencontre comme une nouvelle opportunité pour renforcer le partenariat et élargir les perspectives de coopération entre les deux pays amis, conclut la même source.

SANTÉ

Le ministre insiste sur la mise en œuvre du ”dossier électronique du patient”

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a souligné l'importance de la mise en œuvre du "dossier électronique du patient", qui constitue un axe central du processus de transformation numérique du secteur et l'un de ses principaux objectifs à atteindre avant la fin de l'année en cours, indique, vendredi, un communiqué du ministère. Lors de

l'ouverture d'une réunion sur "la numérisation du dossier électronique du patient", qu'il a coprésidé, jeudi, avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, le ministre de la Santé a précisé que ce projet permettra d'"uniformiser les données médicales et d'éviter la répétition des examens et des analyses", tout en contribuant à "améliorer le suivi des patients, à ré-

duire les délais, à optimiser les ressources et à renforcer les méthodes de gestion et la coordination entre les différentes structures de santé". M. Ait Messaoudene a également mis en avant l'importance capitale du "numéro d'identification national du patient", en tant qu'"outil stratégique garantissant la précision et l'intégrité des données à travers les réseaux de santé". Ces mécanismes modernes constituent, a-t-il ajouté, "un pilier essentiel pour la mise en place d'un système de santé efficace, fondé sur une gestion intelligente et transparente, assurant la disponibilité des médicaments et une meilleure prise en charge des patients". Soulignant que l'Etat "a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires pour garantir la transition effective vers un système de santé numérique intégré", M. Ait Messaoudene a appelé à "une exploitation optimale de ces moyens afin assurer une meilleure prise en charge des patients dans les différents établissements". Il a estimé que "l'aboutissement du projet de numérisation constitue une réussite pour l'ensemble du système de santé".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,80	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1400,00	-0,71	-0,81	-1,06	9,00	5,56	11500	16 100 000,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	2,09	2,45	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-2,57	-8,33	9,87	6,04	27165	56 231 550,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,06	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,48	-0,46	3,78	5,25	0	0,00

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les efforts de l'Algérie salués

L'Algérie obtient une reconnaissance internationale de ses efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Salah Eddine Taleb, Gouverneur de la Banque d'Algérie, a rapporté que les experts du Joint Group (ICRG) du Groupe d'action financière (GAFI) ont salué les progrès considérables réalisés par le pays pour mettre son dispositif national en conformité. Cette évaluation positive des experts du Group est un signal encourageant pour une sortie rapide l'Algérie de la liste de surveillance renforcée du GAFI.

Par Mourad A.

Depuis l'adoption du plan d'action élaboré par le GAFI en octobre 2024, les autorités algériennes se sont engagées dans une refonte profonde du cadre législatif, réglementaire et institutionnel. « L'Algérie a mis en œuvre l'ensemble des actions prévues par ce plan, notamment la révision des procédures opérationnelles et la mise à niveau du dispositif national de conformité », a indiqué M. Taleb dans un entretien accordé à l'APS. Sous la coordination de la Banque d'Algérie, un comité national d'évaluation des risques assure le suivi de la mise en œuvre des mesures, en étroite collaboration avec un comité de coordination nationale regroupant les représentants des différents secteurs concernés. Ces structures ont renforcé les capacités de supervision, mis en place des stratégies d'atténuation des risques et multiplié les formations à destination des établissements assujettis. Pour le Gouverneur, ces avancées traduisent « l'engagement total de l'Algérie à se conformer pleinement aux standards internationaux ». Il a ajouté que « la reconnaissance des progrès par les instances du GAFI constitue un bon présage pour une sortie rapide de la liste grise ». M. Taleb a rappelé que le secteur bancaire algérien demeure « l'un des plus réglementés de la sphère économique », précisant que ce cadre prudentiel rigoureux « a grandement contribué à protéger notre système financier contre les crises et à garantir la sécurité des déposants ».

La fin du cash programmée pour 2028

En parallèle de ses efforts en matière de conformité internationale, l'Algérie s'engage dans une transformation profonde de son système financier, marquée par la digitalisation accélérée du secteur bancaire et la perspective d'une généralisation du paiement électronique d'ici 2028. Cette orientation stratégique, selon le Gouverneur, s'inscrit dans une vision globale visant à moderniser l'économie nationale et à réduire la dépendance au numéraire. « L'objectif est de bâtir une économie plus transparente, plus efficace et davantage connectée aux standards internationaux », a-t-il expliqué, précisant que la Banque d'Algérie œuvre à la mise en place d'une stratégie nationale des paiements électroniques. Celle-ci est pilotée par un Comité national des paiements, chargé de conduire la transition vers une économie sans cash à l'horizon 2028. Cette mutation repose sur un cadre juridique modernisé grâce à la nouvelle Loi monétaire et bancaire, qui abroge l'ordonnance 03-11 et introduit de nouveaux acteurs tels que les prestataires de services de paiement (PSP), les banques digitales, les banques islamiques et les banques d'affaires. Le Gouverneur a également évoqué le lancement prochain de la Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC), symbole de l'adaptation du système financier algérien aux évolutions technologiques mondiales. « Nous voulons offrir aux citoyens et aux entreprises des instruments de paiement modernes, sûrs et accessibles, tout en garantissant la

stabilité et la sécurité du système », a-t-il souligné. Il a ajouté que la réussite de cette transition repose sur le renforcement des capacités humaines et technologiques, ainsi que sur l'adoption de règles prudentielles adaptées à la digitalisation. Pour accompagner cette évolution, la Banque d'Algérie a adopté plusieurs textes réglementaires relatifs aux conditions d'agrément des PSP, au fonctionnement des banques digitales et au cadre de la finance islamique. Ces réformes visent à élargir l'accès aux services bancaires, à améliorer la traçabilité des flux financiers et à renforcer la lutte contre l'économie informelle.

La forte résilience de l'économie algérienne soulignée

Malgré les turbulences qui ont secoué l'économie mondiale ces dernières années, l'Algérie continue d'afficher une résilience remarquable, fruit d'une politique monétaire prudente et d'une gestion rigoureuse des équilibres macroéconomiques. Salah Eddine Taleb a dressé un tableau optimiste de la situation économique du pays en mettant en avant la solidité du système financier national et les résultats tangibles des réformes engagées. « L'économie algérienne a su résister aux chocs successifs grâce à des fondamentaux solides et à une politique monétaire adaptée au contexte national », a-t-il affirmé. Il a rappelé que la succession de crises mondiales telles que la pandémie de Covid-19, les tensions géopolitiques, la hausse des prix énergétiques et alimentaires ainsi que les perturbations des

chaînes d'approvisionnement n'a pas remis en cause la stabilité du pays. Parmi les principaux facteurs de résilience figurent la croissance soutenue du PIB notamment hors hydrocarbures, des réserves de change confortables, un endettement extérieur quasi nul et un système bancaire solide ayant résisté aux chocs successifs. « Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard mais d'une stratégie cohérente menée par la Banque d'Algérie et les pouvoirs publics pour préserver la stabilité financière et soutenir la relance économique », a-t-il souligné. La Banque d'Algérie avait dès mars et avril 2020 abaissé le taux directeur de 3,5 % à 3 % tout en introduisant des mesures exceptionnelles d'allègement prudentiel reconduites à cinq reprises afin de soutenir les entreprises et maintenir la liquidité du système bancaire. Ces dispositifs ont contribué à limiter l'impact économique du ralentissement mondial et à éviter un durcissement du crédit. Aujourd'hui la normalisation est engagée. L'inflation, qui avait atteint un pic de 9,48 % en août 2022, a nettement reculé pour s'établir à 2,66 % en août 2025, soit une baisse de plus de sept points en deux ans. « Selon nos estimations, près de 70 % de l'inflation enregistrée en Algérie est importée. C'est pourquoi nous avons travaillé à l'appréciation du dinar pour amortir cette pression sur les prix », a expliqué le Gouverneur, précisant que le Conseil monétaire et bancaire a récemment abaissé le taux directeur à 2,75 % afin de « renforcer la capacité des banques à financer l'économie réelle ».

MARCHÉ PÉTROLIER

OPEP, AIE et EIA divisées sur la demande mondiale

Par M. A.

Les perspectives du marché pétrolier mondial continuent de diviser les grandes institutions énergétiques. OPEP, Agence internationale de l'énergie (AIE) et Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) livrent, chacune, une lecture différente de la demande et de l'offre pour 2025 et 2026, reflétant des visions contrastées de l'évolution du marché.

Selon les données compilées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'OPEP reste la plus optimiste. L'organisation prévoit une hausse de la demande mondiale de 1,3 million de barils par jour (Mb/j) en 2025, pour atteindre 105,14 Mb/j, et de 1,38 Mb/j en 2026, soit un record historique de 106,52 Mb/j. Ces estimations s'appuient sur une croissance économique mondiale stable, maintenue à 3 % pour 2025 et 3,1 % pour 2026. L'AIE, en revanche, conserve

une approche plus prudente. Elle maintient ses prévisions pour 2026 à un rythme modéré de 700 000 barils/jour, portant la demande à 105,54 Mb/j, tout en abaissant légèrement ses projections pour 2025 à 710 000 barils/jour. À l'opposé, l'EIA revoit ses chiffres à la baisse pour 2026, ramenant la croissance de la demande à 1,12 Mb/j (contre 1,28 Mb/j précédemment), pour un total de 105,11 Mb/j. Cependant, elle relève ses prévisions pour 2025 à 1,08 Mb/j,

témoignant d'un optimisme à court terme. Sur le plan de l'offre, l'OPEP anticipe une stabilité du niveau de production hors OPEP+ à 54,64 Mb/j en 2026, alors que l'AIE et l'EIA prévoient une hausse plus marquée, respectivement à 56,03 Mb/j et 56,19 Mb/j. Les hausses de production attendues proviendraient principalement du Brésil, du Canada, des États-Unis et de l'Argentine. Ce contraste entre les trois institu-

tions illustre l'incertitude persistante du marché pétrolier mondial, confronté à la fois aux ajustements économiques post-pandémiques, aux transitions énergétiques en cours et à la volatilité géopolitique. Pour l'heure, OPEP, AIE et EIA partagent un même constat : la demande restera solide, mais son rythme dépendra largement de la croissance mondiale et des politiques énergétiques à venir.

PLF 2026

Adoption d'un nouveau modèle de prévisions macroéconomiques

Par R. E.

Le directeur général de la prévision et des politiques au ministère des Finances, M. Sid Ahmed Louahadj, a souligné, jeudi, que le ministère a adopté, dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, un nouveau modèle de prévisions macroéconomiques, développé en partenariat avec la Banque mondiale, en vue d'optimiser la fiabilité des prévisions et de suivre les mutations économiques et financières. S'exprimant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Mohamed Benhachem, président de la commission, dans le cadre de l'examen du PLF 2026, en présence du di-

recteur général des impôts par intérim, M. Louahadj a exposé les grandes orientations du cadrage macroéconomique et des prévisions budgétaires pour la période 2026-2028, selon un communiqué de l'APN. Le responsable a précisé, dans ce cadre, que la Direction générale de la prévision et des politiques a adopté ce nouveau modèle pour renforcer la fiabilité des prévisions et suivre les mutations économiques et financières. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) (mise à jour de juillet 2025), l'économie mondiale devrait croître de 3,5 % en 2026, contre 2,6 % en 2025 et 1,9 % en 2024, dans un contexte de ralentissement de l'inflation dû à la baisse de la demande, à la diminution des prix de l'énergie et à la stabi-

lité relative des cours du pétrole, a-t-il fait observer. Au niveau national, M. Louahadj a affirmé que l'activité économique a poursuivi son amélioration au premier trimestre 2025, enregistrant une croissance de 4,5 %, portée par les performances des secteurs hors hydrocarbures, dont le taux de croissance a atteint 5,7 %. Le taux d'inflation est retombé à 3,25 % fin juin 2025, après avoir atteint 4,06 % à la même période de 2024, grâce à la baisse des prix des produits alimentaires et à une légère diminution des prix des services. S'agissant du cadrage macroéconomique et budgétaire 2026-2028, M. Louahadj a précisé qu'un prix de référence du baril de pétrole de 70 dollars a été retenu avec un prix de marché de 60 dollars, tout en pré-

voyant une baisse du volume d'exportation d'hydrocarbures sur la même période, compensée par l'amélioration des performances des secteurs de l'agriculture, du bâtiment, de l'industrie et des services, garantissant ainsi une croissance équilibrée et soutenant la stabilité financière. Au cours des débats, les membres de la commission ont soulevé plusieurs préoccupations, notamment sur les moyens concrets de diversifier les exportations hors hydrocarbures, de traduire la croissance économique attendue en emplois et en richesses durables, ainsi que sur les mécanismes pratiques de maîtrise de l'inflation et de préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

EL-MEGHAÏER

Divers projets pour impulser la dynamique de développement à Sid-Amrane

Une série de projets sont en cours de réalisation dans la commune de Sid-Amrane (50 km au Sud d'El-Meghaïer) pour y impulser la dynamique de développement et améliorer les conditions de vie des habitants, a-t-on appris vendredi des services de la wilaya. Parmi ces projets figurent des travaux d'aménagement urbain sur 400 mètres linéaires (ML) à l'entrée de la localité de Choucha, dont le coût s'élève à 15 millions de DA, financés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, pour l'exercice 2025, a précisé la même source. Ces travaux consistent notamment en le revêtement des chaussées, la rénovation des trottoirs et la création d'espaces-verts, a-t-on expliqué. De plus, une opération de renforcement du réseau routier en milieu urbain est en cours d'exécution au niveau de plusieurs quartiers, tels que Hay El-Houria, ainsi que la localité de Zaoualia et celle de Tmanra/Est, selon les services de la wilaya. S'agissant du secteur de l'éducation, cette commune a bénéficié de la réalisation d'un groupement scolaire sur une assiette foncière de 4.200 m2, dans le quartier El-Moudjahidine, a-t-on encore fait savoir. Lors d'une récente visite de terrain, le chef de l'exécutif local, Laredj Nehila, a donné des instructions pour accélérer la cadence des travaux, tout en veillant au respect de la qualité des travaux et des délais contractuels.

ELLE CONNAIT UNE DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
La commune d'El-Borma ambitionne de se hisser en pôle économique prometteur

La commune d'El-Borma (420 km Sud-est d'Ouargla) s'emploie à tirer avantage de sa position géographique, à la frontière avec la Tunisie, et de ses potentialités naturelles pour enclencher la dynamique d'un développement susceptible de l'élever en pôle économique prometteur.

La commune qui s'étend sur une superficie de 47.879 km2 avec une population de plus de 7.000 habitants, s'est vue accorder, à la faveur de la stratégie nationale d'équilibre régional en termes de développement, des financements considérables susceptibles de booster son développement et de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed Douim Chouchani. Pour ce faire, et en vue de rapprocher les structures publiques du citoyen, il a été procédé à la mise en service d'une série d'installations, administrations et organismes publics, dont des services de l'état civil, de la Protection civile et de l'emploi, ainsi que des bureaux de poste, un centre de la formation professionnelle et un aéroport (passagers et fret). Aussi, pour améliorer les prestations de santé, la commune a bénéficié de l'ouverture d'un établissement public de santé de proximité, trois (3) salles de soins à El-Borma, Chouachine et Rhourd El-Baguel, en attendant le lancement, l'année prochaine, d'un projet d'hôpital de 60 lits, a ajouté le même responsable. Le secteur de l'éducation s'est vu doter en outils pédagogiques modernes pour équiper les cinq écoles primaires, un collège et un lycée, ainsi que deux nouvelles annexes et une cantine scolaire. Les efforts fournis par les pouvoirs publics pour rapprocher l'administration des administrés se poursuivent également, avec le transfert du tribunal itinérant ouvert au niveau de la commune en annexe judiciaire du tribunal de Hassi-Messaoud, en vue d'épargner aux citoyens de longs déplacements pour le retrait de documents. Dans le domaine des télécommunications, la commune a bénéficié d'opérations de modernisation des prestations de téléphonie et d'Internet

(4G et fixe), notamment en zones enclavées et éloignées, sachant que cette collectivité exploite une station de télécommunications 4G, en attendant la connexion de la région au réseau de fibre optique, très attendu par la population locale. Le parc immobilier d'El-Borma a été, pour sa part, consolidé par l'attribution dernièrement de 20 logements dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, 30 logements au profit des enseignants, en sus de 200 titres d'aides à l'habitat rural, dans un but de fixation des populations dans leurs localités et de soutenir le développement durable. Le secteur de la jeunesse et des sports s'est taillé, lui aussi, une part de développement, avec des projets de réalisation d'une piscine de proximité, d'une médiathèque dans la localité de Zenaiga dotée d'une salle polyvalente, en attendant le lancement d'un projet de maison de jeunes et d'un stade de proximité et la réalisation d'une clôture du stade communal.

Renforcement des infrastructures de base et dés-enclavement

Conscients de l'importance que revêtent les infrastructures de base pour la dynamisation des projets, les responsables locaux ont procédé au lancement et la programmation d'une série d'opérations de connexions routières de cette commune, à travers notamment la rénovation de 240 km de la route reliant El-Borma à Hassi-Messaoud, appelée, avec celle la reliant à la wilaya d'El-Oued, à désenclaver la région et assurer la fluidité des mouvements des personnes et des marchandises. La commune s'est vue accorder, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (exercice 2023), d'un montant de 600 Millions DA pour des opérations de viabilisation (voi-

rie, électricité, gaz, eau potable et assainissement), en plus de la réalisation de trois stations de déminéralisation qui seront renforcées prochainement d'une autre dans la région de Rhourd EL-Baguel. L'aménagement urbain des quartiers Chouachine, Houari-Boumediene et le pourtour du lycée, la viabilisation et le bitumage des rues et entrées de la commune, la réalisation d'espaces vers et d'aires de jeux, font partie des opérations de développement retenues en faveur de la commune d'El-Borma. Le secteur agricole de cette commune a enregistré, quant à lui, ces dernières années, la délimitation de 30.000 ha au niveau de la région de Rhourd- El-Baguel à être mis à la disposition des investisseurs agricoles, notamment pour le développement des cultures stratégiques, en sus de 3.000 ha à être attribués aux jeunes, a fait savoir le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Ouargla, Tedj Merzougui. Six (6) titres ont été remis aux bénéficiaires, dans une première phase, en attendant l'élargissement de l'opération dans le cadre de la promotion des activités agricoles dans cette région aux potentialités agricoles prometteuses, dont l'élevage camelin, source vivrière pour de nombreux habitants, a-t-il précisé. A ces efforts de développement du secteur, s'ajoute la réalisation de pistes d'accès agricole, de forages équipés en kits solaires, ainsi que l'ouverture d'un point de vente des céréales et légumes secs pour rapprocher ce type de structures des agriculteurs et des éleveurs. Bien que la commune se soit vue accorder divers projets susceptibles de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, la population locale aspire à l'inscription d'autres projets dans les domaines de la santé et de l'habitat, notamment l'habitat rural, la réception de l'hôpital et le recrutement de praticiens spécialistes.

EL-MEGHAÏER

Un programme d'activités variées pour les jeunes des zones rurales

Un programme riche en activités destinées aux jeunes des zones rurales et enclavées a été élaboré, dans la wilaya d'El-Meghaïer, pour la nouvelle saison d'animation (2025/2026), a-t-on appris de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Organisées en coordination avec le mouvement as-

sociatif, ces activités concernent les structures juvéniles des localités d'El-Baadj, Zaoualia et Ain-Choucha ainsi que les communes de Sidi-Amrane et Oum-Tyour, a précisé le directeur du secteur, Lazhar Bekka. Elles consistent notamment en l'organisation de rencontres pour les jeunes, de concours, de jeux éducatifs et de lo-

sirs pour enfants pendant les vacances scolaires, de journées de sensibilisation à la prévention du cancer du sein en collaboration avec les services de santé, en plus d'une manifestation portes-ouvertes sur l'entrepreneuriat, a-t-il expliqué. Les moyens humains et matériels requis sont réunis pour assurer le succès de

la nouvelle saison d'animation et renforcer le rôle dévolu aux structures relevant du secteur de la jeunesse et des sports dans ces région. Le secteur compte 26 structures, dont cinq sportives, réparties sur les communes de la wilaya, selon les données de la DJS.

BOUIRA

Distribution de matériels sportifs au profit d'écoles primaires et centres psychopédagogiques

Des équipements et matériels sportifs et pédagogiques ont été distribués vendredi au profit de 30 écoles primaires et neuf centres des personnes aux besoins spécifiques, lors d'une cérémonie organisée au complexe sportif Rabah Bitat de la ville de Bouira dans le cadre de la commémoration du 64e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961. Au cours de cette cérémonie, le wali Abdelkrim Laâmourî a distribué des équipements sportifs et pédagogiques au profit de 30 écoles primaires et neuf

centres spécialisés des personnes aux besoins spécifiques relevant de plusieurs communes de la wilaya. Cette distribution s'inscrit dans le cadre du programme d'équipements de 2024, qui porte sur la dotation de 52 écoles primaires d'équipements sportifs à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira. En mai dernier, un premier quota de ces équipements sportifs a été distribué, au profit de 13 écoles primaires réparties sur les 12 daïras de la wilaya, soit une école par daïra, et pour une autre école dans la commune de Khabouzia. "Une enve-

loppe financière de 9 millions de dinars a été allouée à cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la relance et de la promotion du sport scolaire via, notamment le recrutement d'enseignants de sport dans les écoles primaires et aussi par la dotation de ces établissements de moyens et de matériels de sport", a expliqué le directeur de la jeunesse et de sport (DJS), Salah Bouchiha. Toujours dans le cadre des activités commémorant le 64e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, les autorités locales de la wilaya ont

procédé par ailleurs à la mise en service d'un projet de raccordement de 20 foyers au réseau du gaz naturel dans la localité de Beit Rebbi à Dirah (Sud de Bouira). Un montant de 15 millions de dinar a été alloué à ce projet qui a porté essentiellement sur la réalisation d'un réseau de plus de 10 km pour alimenter 20 foyers du village Beit Rebbi en gaz, selon les détails fournis à l'APS par Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

L'instabilité politique, une très mauvaise affaire pour l'économie française

Les incertitudes politiques pèsent sur les décisions des entreprises et des consommateurs. Plus grave encore, l'absence de gouvernement stable empêche que soient adoptées les mesures nécessaires pour s'adapter à un monde en plein bouleversement.

Par Gérard Horny

Tout est dit et répété à longueur de journée sur l'évolution de la situation politique française et les scénarios d'une possible sortie de crise, dont il n'est pas du tout certain qu'elle puisse advenir avec le gouvernement Lecornu II, dont la composition a été annoncée ce dimanche 12 octobre. Si la responsabilité du président de la République Emmanuel Macron, qui a commis la lourde erreur de dissoudre l'Assemblée nationale en juin 2024, est évidente, celle des dirigeants des autres partis politiques est tout aussi en cause, qu'ils se refusent aux compromis nécessaires à une solution ou qu'ils bloquent volontairement toute voie de sortie de crise en espérant récolter le pouvoir comme un fruit mûr tombant de l'arbre. Ces petits jeux sont dangereux pour tout le monde: plus longtemps durera la confusion, plus la France en sortira affaiblie.

La Bourse de Paris n'attire plus

Les signes les plus clairs de cet affaiblissement se trouvent sur les marchés financiers, où les réactions sont instantanées. On le voit sur les marchés des actions. Certes, Donald Trump, toujours là dès qu'il s'agit de mettre la pagaïlle dans les relations internationales (et il prétendait mériter le prix Nobel de la paix, après avoir transformé le ministère de la Défense en ministère de la Guerre!), a réussi à faire plonger Wall Street, vendredi 10 octobre, en annonçant que les États-Unis allaient imposer des droits de douane de 100% à partir du 1er novembre sur leurs importations en provenance de Chine en réponse aux restrictions annoncées par Pékin sur les exportations chinoises de terres rares, mais les indices boursiers sont en hausse sur presque toutes les places financières. L'engouement pour les valeurs de haute technologie et l'intelligence artificielle tire les indices américains vers le haut et les autres places suivent. Avec une hausse de l'indice CAC 40 de près de 8% depuis le début de l'année 2025, la France fait pâle figure face à la progression de plus de 21% du DAX allemand ou celle de plus de 33% de l'Ibex 35 espagnol. Les grands indices américains sont en hausse plus modérée, entre 7% et 15%, mais il faut rappeler qu'ils avaient fortement chuté en début d'année, lorsque Donald Trump avait déclenché la guerre des tarifs douaniers. Les plus optimistes se consolent en se disant que cela n'est pas très grave: ayant peu monté, la Bourse de Paris chutera moins brutalement quand la bulle boursière en train de se former éclatera. Il est vrai que beaucoup d'observateurs commencent à trouver que l'évolution actuelle de Wall Street rappelle étrangement celle qui avait propulsé les valeurs internet jusqu'à des sommets en 2000, avant un dur rappel à la réalité. De même, on peut estimer qu'il existe un décalage troublant entre la vigoureuse progression des Bourses en Europe et la modeste croissance de l'économie. Mais il ne faut pas se faire d'illusions: si correction du marché il doit y avoir, la France ne sera pas épargnée et, en attendant, la relative fai-

blesse de la Bourse de Paris montre clairement que les investisseurs, déconcertés par cette crise politique d'un genre nouveau sous la Ve République, préfèrent regarder ailleurs.

Taux d'intérêt en forte hausse sur la dette publique

La France est en difficulté sur un autre marché, celui des emprunts d'État, et cela est fâcheux. Les conséquences en sont très directes. Le 13 octobre, l'État français empruntait à 3,37% à dix ans, soit près de 70 points de pourcentage de plus que l'Allemagne, qui était alors à 2,65%; plus que l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, presque autant que l'Italie (3,45%). La situation n'est pas dramatique, la France ne risque pas en l'état actuel des choses de connaître une crise obligataire comme d'autres États en ont connu par le passé. Mais, mois après mois, ses emprunts lui coûtent de plus en plus cher et cela complique une équation budgétaire déjà très compliquée. Pour cette année, la charge de la dette a été évaluée dans le budget à environ 55 milliards d'euros. Ce chiffre et le poids qu'il représente dans le budget de l'État risquent d'augmenter très vite. Cela pourrait être supportable si l'économie était en croissance forte: sans avoir à augmenter les impôts, les rentrées fiscales seraient plus abondantes. Ce n'est pas le cas. La crise politique a un double effet: elle incite les consommateurs à la prudence et elle freine l'investissement. Dans un environnement international déjà fortement perturbé par les décisions imprévisibles du président des États-Unis, elle place les décideurs dans une double incertitude: sur le montant des impôts et sur le montant des dépenses publiques. Le plus grand flou demeure sur le prochain budget.

Choc d'incertitude

Dans un premier temps, le Premier ministre Sébastien Lecornu avait envisagé de ramener le déficit public à 4,7% du produit intérieur brut (PIB) en 2026, après 5,4% en 2025 selon les estimations actuelles. C'était un rythme de redressement à peine moins rapide que celui annoncé par François Bayrou, qui visait 4,6%. Mais, pour s'attirer la neutralité d'une partie de la gauche, il est question, selon les dernières rumeurs, d'un chiffre plus proche de 4,9% ou 5%. Une politique moins restrictive que celle qui était envisagée au départ pourrait peser moins fortement sur la conjoncture à court terme, mais pourrait inquiéter les marchés qui y verraient le signe d'un refus de la France de revenir à plus de discipline budgétaire. Et encore faudrait-il savoir comment serait obtenue cette réduction du déficit à 4,9% ou 5% du PIB. Le même résultat peut avoir des effets différents, selon qu'il est obtenu par une hausse des impôts ou une réduction des dépenses. Donc, pour tout le monde, le brouillard demeure épais. Ce «choc d'incertitude», pour reprendre une expression des économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui ont essayé de le quantifier, est réel et il commence à appa-

raître dans les statistiques de croissance comparées avec les autres pays européens. Ainsi, dans ses perspectives publiées le 23 septembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'attend pour cette année 2025 à une croissance du PIB de la France de 0,6% (elle est plus pessimiste que l'Insee, qui affiche un chiffre de 0,8%), contre 1,2% pour l'ensemble de la zone euro. Ce chiffre serait nettement supérieur à celui de l'Allemagne (0,3%), mais il faut voir que l'Allemagne vient d'un repli de 0,5% en 2024, alors que la France était en croissance de 1,1% l'an passé. Et d'autres pays devraient faire nettement mieux encore, avec par exemple une hausse de 2,6% du PIB espagnol. Ainsi, dans sa dernière note de conjoncture parue le 11 septembre, l'Insee voit que la France «évolue à rebours», tout en constatant une «timide embellie européenne».

L'épargne à un niveau record

En France, l'investissement est moins dynamique qu'ailleurs et, surtout, la consommation patine, alors qu'avec une inflation plus faible que dans les autres pays de la zone euro, les gains de pouvoir d'achat ont été plus élevés qu'ailleurs. En dépit de cette évolution favorable, c'est le taux d'épargne qui augmente et bat chaque trimestre des records, selon les calculs de l'Insee: jusqu'à 18,9% du revenu disponible brut au deuxième trimestre de l'année en cours. La France n'est pas un cas isolé: le taux d'épargne est à la hausse chez nos voisins européens. Mais, globalement, à 15,4% au deuxième trimestre 2025 dans la zone euro, il reste loin de celui qui est enregistré ici et qui indique un très net manque de confiance dans l'avenir. Les ménages les plus aisés étant ceux qui ont la plus forte capacité d'épargne en proportion de leur revenu, il est possible d'interpréter ces chiffres comme le signe d'une crainte de la hausse de la fiscalité face à une hausse continue de la dette et du déficit publics.

Manque de visibilité pour les entreprises

Quant aux entreprises, elles bénéficient de la baisse des taux d'intérêt permise par la décélération de la hausse des prix et l'assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Mais le manque de visibilité freine les initiatives. Tandis que les flux commerciaux internationaux sont profondément perturbés par la politique erratique de Donald Trump, les crises gouvernementales à répétition contribuent à brouiller les perspectives. Il faut aussi noter que la capacité d'autofinancement des grandes entreprises est en baisse du fait de la hausse de l'impôt sur les sociétés décidée pour un an: la loi de finances adoptée le 14 février 2025 prévoit en effet une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises qui doit concerner environ 400 entreprises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 1 milliard d'euros, avec une version plus dure pour celles qui dépassent les 3 milliards. Cette contribution doit rapporter environ 8 milliards d'euros au budget. Et on ne peut exclure qu'elle soit reconduite, comme cela arrive fréquemment pour les contributions dites «exceptionnelles»...

Coincée entre deux blocs, l'Europe cherche sa voie et aurait besoin de gouvernants ayant le soutien de leur opinion publique pour mener des politiques étroitement coordonnées. Le choc d'incertitude durant depuis maintenant plus d'un an et pouvant s'étendre jusqu'en 2027, l'effet sur l'économie française risque fort de se faire sentir sur la durée. Dans un monde qui bouge très vite, il est dommageable de n'avoir que des ministres démissionnaires qui gèrent uniquement les affaires courantes. Aux États-Unis, on voit un Donald Trump qui prend des décisions bouleversant l'ordre économique mondial et des grandes entreprises technologiques qui se mettent à son service en espérant en être récompensées par des législations favorables et une administration conciliante dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la protection des consommateurs et de leurs données, de celle de l'environnement ou de l'application de la législation antitrust.

Qui parle des grands enjeux du futur?

Quant à la Chine, elle soutient le développement de ses entreprises dans les nouvelles technologies et cherche de nouveaux débouchés. Coincée entre ces deux blocs, l'Europe cherche sa voie et aurait besoin de gouvernants ayant le soutien de leur opinion publique pour mener des politiques étroitement coordonnées. Et face à la multiplication des catastrophes écologiques, qu'il s'agisse du climat, de la biodiversité, de la pollution des sols et des océans par les matières plastiques, il serait urgent d'avoir des gouvernants actifs sur la scène internationale, non seulement au niveau des chefs d'État, mais aussi des ministres concernés par chacun de ces problèmes. Cela supposerait que le débat public porte davantage sur tous ces grands enjeux. On en est très loin. De quoi parle-t-on en ce moment? De l'âge de la retraite et du maintien ou non d'une réforme qui devra de toute façon se faire sous une forme ou une autre. Celle de 2023 n'est peut-être pas la meilleure que l'on ait pu imaginer (celle qui a été rejetée sous le premier mandat d'Emmanuel Macron était beaucoup plus intelligente), mais il serait possible d'en rediscuter dans un climat plus serein et de passer à autre chose. Le sujet est important car il concerne chacun d'entre nous, mais il devrait être remis à sa juste place, ce qui est impossible tant que de grands partis qui prétendent rester ou devenir des partis de gouvernement continuent d'en faire une des pièces maîtresses de leur fonds de commerce électoral. Dans ce contexte, on comprend que les Français-es ne soient pas très optimistes. C'est ce qui ressort d'un sondage commandé par Clément Beaune, nouveau haut-commissaire à la stratégie et au plan, qui a lancé, mercredi 8 octobre, un grand exercice de prospective avec un double horizon, «France 2035, France 2050». De ce sondage Toluna - Harris Interactive, il ressort toutefois que les Français-es de moins de 35 ans sont plus optimistes que le reste de la population. Nos dirigeants sauront-ils leur donner raison?

Source : Slate.fr – Édité par Émile Vizard – 14 octobre 2025

ÉGYPTE

Un nouveau projet textile de 15 millions \$ annoncé à Sokhna

En Égypte, le secteur de l'habillement contribue à hauteur de 3 % au PIB et concentre environ 27 % de la production industrielle du pays. Le gouvernement qui souhaite renforcer les performances du secteur, encourage l'implantation de nouveaux projets industriels.

L'Autorité générale de la Zone économique du canal de Suez (SCZONE) a signé, le mercredi 15 octobre, un accord avec l'entreprise Infinity Fabric pour la mise en œuvre d'un nouveau projet textile sur un site de 2,4 hectares dans la zone industrielle de Sokhna.

D'un coût total d'investissement évalué à 15 millions de dollars, ledit projet porte sur la construction d'une usine qui sera dotée d'une capacité annuelle de production estimée à 6000 tonnes de fil et 15000 tonnes de tissus. Dans un communiqué publié sur son site, la SCZone indique que l'entrée en service de cette nouvelle unité est prévue d'ici le troisième trimestre de l'année 2026 avec une promesse de création de 1000 opportunités d'emplois directs.

Située à proximité du port de Sokhna, la zone industrielle offre des avantages logistiques qui facilitent l'intégration des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales. D'après Waleid Gamal El-Dien, président de la SCZONE, ce nouveau projet permettra de renforcer le poids de l'industrie égyptienne dans le commerce textile régional, en tirant profit de la main-d'œuvre locale et des infrastructures portuaires.

Dans le pays, où la production textile est de plus en plus orientée vers l'exportation, le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter (AECCE) s'est fixé pour objectif de quadrupler les recettes d'exportation de vêtements pour atteindre 12 milliards \$ d'ici à 2031, contre une enveloppe de 2,81 milliards \$ engrangée en 2024.

TUNISIE

Tunis veut solliciter à nouveau 3,7 milliards \$ auprès de la Banque centrale

Privée de soutien international depuis l'impasse des négociations avec le FMI, la Tunisie tente de stabiliser ses finances en mobilisant 3,7 milliards \$ auprès de la Banque centrale, pour combler un déficit public toujours élevé, au risque d'accentuer la pression sur la monnaie et sur l'inflation.

Face à un accès restreint aux financements extérieurs et à un déficit budgétaire persistant, le gouvernement tunisien prévoit de solliciter à nouveau, en 2026, un financement exceptionnel auprès de la Banque centrale de Tunisie (BCT) à hauteur de 3,7 milliards de dollars, selon le projet de Loi de finances examiné cette semaine.

Un recours exceptionnel devenu structurel

Présentée comme temporaire après la crise de liquidité post-pandémie, cette mesure est devenue une composante récurrente du budget. Tunis avait déjà obtenu 2,3 milliards de dollars en 2025 pour honorer des échéances de dette arrivées à maturité. Mais les économistes mettent en garde contre les effets inflationnistes d'un tel mécanisme, assimilé à une monétisation du déficit. En l'absence de flux extérieurs, le gouvernement s'endette auprès de lui-même, ce qui accroît le risque d'une spirale inflationniste et d'un affaiblissement du dinar, la monnaie nationale.

Une situation budgétaire sous tension

Le budget 2026 prévoit des besoins de financement totaux de 27 milliards de dinars (environ 9,2 milliards de dollars), un niveau comparable à celui de 2025. Une partie de ces fonds pourrait provenir d'un emprunt obligataire islamique (sukuk) estimé à 7 milliards de dinars, une première pour le pays.

Les dépenses publiques augmenteraient de 59,8 à 63,5 milliards de dinars, sous l'effet de revalorisations salariales dans le public et le privé, tandis qu'un impôt de solidarité de 1 % serait instauré sur les patrimoines supérieurs à 5 millions de dinars.

Un pari risqué sur les financements domestiques

Privée d'un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI) depuis le gel des discussions en 2023, la Tunisie s'appuie de plus en plus sur l'endettement intérieur pour stabiliser ses comptes. Cette dépendance inquiète les écono-

mistes, qui redoutent un assèchement de la liquidité bancaire et un effet d'éviction sur le financement des entreprises. Le gouvernement de Sara Zaafarani (photo) justifie toutefois cette stratégie par la nécessité de « préserver la continuité des services publics » et d'éviter tout défaut de paiement sur la dette souveraine.

Une économie en manque d'oxygène

Avec une croissance limitée à 1 % en 2024 et une dette publique évaluée à 81 % du PIB, selon la Banque mondiale, la Tunisie reste fragilisée par la combinaison de déficits jumeaux — budgétaire et courant — et par un climat des affaires dégradé depuis 2021.

Le déficit budgétaire, estimé à 6,3 % du PIB, et une inflation moyenne de 7,4 % en 2024 témoignent d'une situation macroéconomique sous contrainte.

En attendant un éventuel retour des bailleurs internationaux, le pays s'en remet donc à la Banque centrale, dernier recours d'un État en quête d'équilibre financier.

LES RENCONTRES ÉCONOMIQUES DE L'IMA

La place des femmes dans l'économie à l'ère de l'IA

Organisée par l'Institut du Monde Arabe à Paris autour du thème « Femmes, business et innovation », la 16^e édition des Rencontres économiques du monde arabe a décortiqué tous les aspects de l'économie au féminin. Quatre tables rondes, réunissant le temps d'une journée des personnalités féminines éminentes du monde arabe et de la France, ont échangé sur la manière de mettre en lumière le rôle des femmes dans la transfor-

mation numérique, l'entrepreneuriat et la création, ainsi que sur les moyens de favoriser des synergies franco-arabes.

Parmi la trentaine de participantes figuraient notamment la ministre marocaine de la Transition numérique Amal El Fallah Seghrouchni, l'ancienne ministre française de la Culture Rima Abdul Malak, aujourd'hui à la tête d'un média francophone libanais, des femmes d'affaires telles que Hajjar El Haddaoui, directrice gé-

nérale de Digital Cooperation Organization (Maroc-Arabie saoudite), ou encore Olfa Zorgati, membre du conseil d'administration d'Ubisoft, ainsi que des ambassadrices comme Delphine O, et Shayna Al Zuhairi, directrice générale du Iraq Business Women Council.

Parmi les temps forts figuraient un fireside chat sur l'intelligence artificielle et le leadership, plusieurs tables rondes réunissant cheffes d'entreprise et responsables d'institu-

tions, ainsi qu'une keynote consacrée à la transformation des médias. Dans le fireside chat dédié à l'IA et au leadership, Amal El Fallah Seghrouchni et Anne Bouverot (envoyée spéciale pour l'IA en France) ont croisé leurs visions, soulignant l'importance d'une gouvernance responsable et partagée de l'IA entre l'Europe et le monde arabe, conciliant innovation et protection des droits.

MAURITANIE

L'Etat veut s'inspirer de l'expertise égyptienne dans les cultures céréalières

En Mauritanie, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les céréales locales constituent la base de l'alimentation. Le pays dépend fortement des importations, notamment en ce qui concerne le blé, dont la production locale n'est pas encore réalisée à grande échelle.

La Mauritanie cherche à renforcer sa productivité agricole en s'appuyant sur l'expérience de l'Égypte dans le développement des cultures céréalières. C'est dans cette optique que Sidi Ahmed Ould Abah, le ministre mauritanien de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, a rencontré son homologue égyptien, Alaa Farouk le mardi 14 octobre.

Selon un communiqué du ministère égyptien de l'Agriculture, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération entre les centres de recherche agricole des deux pays pour améliorer la

productivité des cultures stratégiques, dont le riz, le blé et le maïs, et développer de nouvelles variétés adaptées aux besoins locaux.

La possibilité de créer une antenne du Centre de recherche agricole égyptien à Nouakchott, afin de servir de hub régional pour le transfert de la technologie et de l'expertise agricoles égyptiennes, a notamment été évoquée.

Ce rapprochement des autorités mauritaniennes du Caire pour le développement du secteur céréalière n'est pas anodin. Étant l'un des plus gros importateurs de blé en Afrique de l'Ouest, la Mauritanie affiche depuis quelques années l'ambition de développer et de structurer une filière locale de production pour réduire sa dépendance vis-à-vis du marché extérieur.

Dès 2023, le ministère de l'Agriculture s'est en effet engagé dans un partenariat

avec le programme Arab Africa Trade Bridges (AATB), le Centre arabe pour les études des zones arides et des terres sèches (ACSAD) et la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), visant à développer la production locale de semences de blé et à mettre en place un programme national complet de multiplication de semences de blé certifiées.

En mars 2024, le pays annonçait la réussite d'un premier essai de culture de blé sur une superficie de 200 hectares dans le cadre d'un partenariat public-privé, avec des rendements évalués entre 4 et 5 tonnes par hectare dans la région du Trarza.

L'exemple égyptien illustre le potentiel d'une stratégie agricole fondée sur la recherche et l'irrigation maîtrisée. En Afrique, l'Égypte, qui ne dispose que d'environ 5 % de terres arables, est en ef-

fet une référence dans la production de blé, de riz et de maïs. Le pays des pharaons est notamment le premier producteur de blé du continent, avec une récolte annuelle tournant autour de 9,5 millions de tonnes et le deuxième producteur de riz usiné après le Nigeria, avec une production s'élevant à près de 4 millions de tonnes, d'après la FAO. En ce qui concerne le maïs, il enregistre des récoltes annuelles avoisinant 7 millions de tonnes, ce qui en fait le 5^{ème} producteur africain après l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Nigeria et l'Éthiopie.

Si la volonté commune de la Mauritanie et de l'Égypte de renforcer leur coopération dans la recherche agricole marque une nouvelle étape dans la coopération agricole entre les deux pays, il faut attendre les prochains développements pour voir si ces engagements se traduiront par des résultats concrets.

INSISTANT SUR LA NÉCESSITÉ DE POURSUIVRE LES RÉFORMES STRUCTURELLES

La Guinée porte son message aux Assemblées annuelles du FMI et de la BM

Du 13 au 18 octobre 2025, à Washington D.C., se tiennent les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. En marge de ce rendez-vous économique planétaire, la République de Guinée est représentée par une délégation gouvernementale de haut niveau (les ministres de l'Économie, du Budget, de l'Agriculture, du Plan, ainsi que le gouverneur de la Banque centrale) pour porter la voix de leur pays dans de nombreuses réunions.

Lors de la réunion du « Groupe Afrique II » de la Banque mondiale, le ministre du Budget, Facinet Sylla, s'est engagé à défendre la demande guinéenne d'un assouplissement des conditions d'appui budgétaire. Il a insisté sur la nécessité de poursuivre les réformes structurelles, tout en renforçant la mobilisation des ressources nationales dans un contexte géopolitique incertain. Par ailleurs, la délégation guinéenne a tenu plusieurs rencontres bilatérales avec des gouverneurs de banques centrales et des institutions financières internationales. L'objectif annoncé : valoriser les progrès économiques de la Guinée, consolider la confiance des partenaires et susciter des opportunités d'investissements dans le pays. La Banque centrale (BCRG), dirigée par son gouverneur Dr Karamo Kaba, joue un rôle actif dans cette dynamique. Elle a participé aux débats techniques et politiques, plaide pour la stabilité des prix, la soutenabilité de la dette publique et l'accès à des financements concessionnels pour une croissance inclusive. Au cours d'un panel réunissant des investisseurs internationaux, le projet minier Simandou est venu au premier plan. Il a été cité comme un exemple d'ambition, de rigueur et de vision stratégique. Ce moment a été perçu comme une reconnaissance de portée symbolique : c'est toute la Guinée y a gagné en visibilité et en crédibilité.

Aujourd'hui, si Simandou s'impose comme une référence mondiale, c'est parce qu'il incarne la Guinée du renouveau : une Guinée qui mise sur la transparence et la performance, une Guinée qui transforme son potentiel minier en levier de développement durable, une Guinée qui, sous la direction du Président Mamadi Doumbouya, conjugue audace, discipline et patriotisme au service de la prospérité nationale. En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, la délégation guinéenne a également pris part au U.S.-Guinea Business Roundtable, organisé par la U.S. Chamber of Commerce à Washington D.C. Cette rencontre, placée sous le thème du renforcement des partenariats économiques entre les États-Unis et la Guinée, a réuni des représentants du gouvernement guinéen, des investisseurs américains et plusieurs acteurs du secteur privé africain. L'objectif était de présenter les avancées économiques récentes du pays, notamment dans les secteurs minier, énergétique et agricole, et d'identifier des pistes concrètes de coopération et d'investissement. Les échanges ont mis en avant les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, ainsi que les opportunités offertes par des projets structurants tels que Simandou ou le développement des infrastructures énergétiques. Cette initiative marque une étape importante dans la relance

du dialogue économique entre Conakry et Washington, en favorisant des partenariats mutuellement bénéfiques fondés sur la transparence, la durabilité et la création de valeur locale. La Banque mondiale, quant à elle, reste un partenaire clé pour la Guinée dans ses domaines prioritaires : infrastructures rurales, éducation, santé, transport, développement communautaire. Grâce à sa présence active aux Assemblées, Conakry entend renforcer sa capacité à mobiliser des financements et à défendre ses projets structurants. Le scrutin des investisseurs, des agences de notation et des bailleurs passe aussi par ce type d'exposition internationale. Au terme de cette semaine intense de dialogues, d'audiences et de prises de parole, le message qui émerge est clair : la Guinée ne se contente plus d'être spectatrice de l'économie mondiale, elle cherche à y jouer un rôle actif. Simandou n'est plus seulement un projet minier : il est devenu un symbole du « nouveau visage » de la Guinée, un pays qui revendique la transparence, la discipline et l'audace dans la transformation de ses ressources en moteur de développement. De Washington à Conakry, un message s'impose : la Guinée avance, inspire et s'impose désormais comme un acteur crédible et respecté de l'économie mondiale.

GHANA

Le gouvernement prépare un allègement fiscal pour stimuler l'agro-industrie

L'agriculture contribue à hauteur de 20 % au PIB du Ghana. Comme pour la majorité des pays en Afrique de l'Ouest, le développement encore limité du segment de la transformation réduit la possibilité de créer plus de valeur dans le secteur. Au Ghana, Sampson Ahi, vice-ministre du Commerce, de l'Agroalimentaire et de l'Industrie, a réaffirmé lundi 13 octobre dernier, à l'occasion du Dialogue régional sur l'agro-industrie à Sunyani, la volonté du gouvernement d'exonérer les taxes sur les importations de machines destinées à la transformation agroalimentaire. Ce projet d'allègement fiscal, qui se fait encore attendre, a initialement été annoncé par le président John Dramani Mahama lors du Dialogue national sur l'agro-industrie à Accra, quatre mois plus tôt, en juillet 2025. D'après M. Ahi, cette initiative vise à « réduire les coûts opérationnels des industriels, faciliter l'accès à des équipements modernes et accroître l'efficacité sur l'ensemble de la chaîne de valeur », selon la Société de radio-diffusion du Ghana (GBC). Il est en outre à inscrire dans un contexte où de gros projets agroindustriels ont été annoncés dans le pays depuis le début de l'année. En avril 2025, le nigérian Dangote Sugar a par exemple annoncé avoir obtenu le feu vert des autorités ghanéennes pour la construction d'une sucrerie à Kwame-Danso,

dans le district de Sene West, qui aura une capacité de broyage de 12 000 tonnes de canne à sucre par jour. En septembre dernier, le philippin Nu Agri Asia Corporation a également annoncé la réalisation d'un projet sucrier de 129 millions \$ dans le pays, et le singapourien Olam s'est engagé à injecter 200 millions \$ dans des unités de fabrication de pâtes alimentaires et d'aliments pour animaux. D'un autre côté, le gouvernement ambitionne d'accroître les capacités industrielles dans des filières stratégiques comme le karité et l'huile de palme au cours des prochaines années. En juillet 2025, le gouvernement a annoncé une interdiction progressive, d'ici 2026, des exportations de noix de karité brutes. Cette démarche a pour objectif d'encourager les investissements dans la transformation locale et d'augmenter les recettes d'exportation de la filière. En ce qui concerne l'huile de palme, le ministère des Finances a dévoilé en avril dernier un plan d'investissement de 100 millions \$ dans le cadre de la nouvelle politique d'industrialisation de la filière palmier à huile, en vue d'atteindre l'autosuffisance dans cette denrée.

D'autres défis à considérer

Si l'objectif derrière cette mesure d'allègement fiscal annoncé est de rendre le secteur agro-industriel plus attractif pour les inves-

tisseurs, elle se heurte à des contraintes structurelles, en particulier la disponibilité des matières premières pour les transformateurs. Au Ghana le problème de l'accès aux matières premières se pose avec acuité. Selon les estimations officielles, de nombreuses usines fonctionnent actuellement à moins de 40 % de leur capacité, faute de matières premières suffisantes. Le constat est plus criant dans une filière stratégique comme l'anacarde, où plusieurs industriels menacent de mettre la clé sous la porte. Dans un communiqué publié en septembre dernier, l'entreprise Usibras Ghana Limited, considérée comme le plus grand transformateur de noix de cajou du pays avec une capacité installée de 35 000 tonnes par an, a annoncé son intention de se relocaliser en Côte d'Ivoire pour poursuivre ses activités. Parmi les autres raisons évoquées par la direction de l'entreprise figurent notamment les coûts élevés des services publics, notamment l'électricité, les tarifs d'exportation défavorables et la difficulté de maintenir des opérations continues. Cette situation dans l'industrie anacardière rappelle que la relance de l'agro-industrie ghanéenne repose autant sur la politique fiscale que sur la capacité du pays à sécuriser ses approvisionnements et à stabiliser ses coûts de production.

TURQUIE-AFRIQUE

Ankara vise 40 milliards \$ d'échanges commerciaux en 2025

Le pays voit en l'Afrique un partenaire commercial stratégique. Entre 2003 et 2024, les échanges entre les deux parties ont enregistré une croissance d'environ 585 %. La Turquie cible des échanges commerciaux d'une valeur de 40 milliards \$ avec l'Afrique pour l'année 2025 contre 37 milliards \$ en 2024. C'est ce qu'a révélé Ömer Bolat (photo, au centre), ministre turc du Commerce, lors du 5^e Forum économique et des affaires Turquie-Afrique, tenu à Istanbul du jeudi 16 au vendredi 17 octobre 2025. Le forum a réuni plus de 4000 chefs d'entreprise, décideurs politiques et investisseurs venus de la Turquie et du continent africain. Les discussions ont porté sur des secteurs tels que l'agriculture, la logistique, l'énergie, le textile, la pharmacie et le commerce numérique. L'objectif est de renforcer la coopération commerciale et la croissance mutuelle. Cette expansion rapide traduit un approfondissement des liens économiques, le volume des échanges étant passé de 5,4 milliards \$ en 2003 à son niveau actuel. M. Bolat a également indiqué que les entreprises turques de BTP ont réalisé plus de 2000 projets d'une valeur totale de près de 100 milliards \$ en Afrique, principalement dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et de l'industrie. En 2024, les exportations turques vers l'Afrique se sont élevées à environ 23 milliards \$, tandis que les importations en provenance du continent ont atteint 14 milliards \$, selon les données de la Banque mondiale et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les partenaires commerciaux africains dont les échanges progressent le plus rapidement avec la Turquie incluent le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya et le Maroc. Les moteurs de cette croissance sont les machines, les équipements de construction, le textile et les produits alimentaires transformés. La part de la Turquie dans le commerce global de l'Afrique est actuellement d'environ 3%. Cela laisse entrevoir un fort potentiel d'expansion, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie et des exportations manufacturières. Toutefois, plusieurs défis ont été évoqués lors de l'édition 2025 du Forum économique et des affaires Turquie-Afrique. Il s'agit des goulots d'étranglement logistiques, les fluctuations monétaires et l'accès au crédit.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge, les banques américaines pèsent

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, les inquiétudes concernant la santé des banques régionales américaines ayant incité les investisseurs à fuir le risque.

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,18% à 8.174,20 points. À Francfort, le Dax a reculé 1,76% et à Londres, le FTSE 100 a abandonné 0,86%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une baisse de 0,77%, le FTSEurofirst 300 a reculé de 0,91% et le Stoxx 600 a perdu 0,91%. L'indice de référence européen a pris 0,41% au cours de la semaine, tandis que le CAC 40 a enregistré un gain hebdomadaire de 3,2%, aidé par l'apaisement des tensions politiques en France. La banque régionale américaine Zions Bancorporation a communiqué jeudi des pertes inattendues dans sa division en Californie, tandis que Western Alliance a dit avoir engagé des poursuites en justice contre l'un de ses emprunteurs, l'accusant de fraude, ce qui a provoqué une débâcle dans le secteur à Wall Street, qui avait pourtant salué les bons résultats de ses grands noms en début de semaine. Les craintes concernant la santé du système bancaire américain se sont propagées vendredi à l'Asie, puis à l'Europe, où le compartiment bancaire européen a reculé vendredi de 2,42%. En France, BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale ont abandonné entre 2,4% et 5%, parmi les plus fortes baisses du CAC 40, tandis qu'ailleurs en Europe, Deutsche Bank et Barclays ont reculé de 6% et 5,6% respectivement. Certaines banques régionales américaines ont toutefois publié vendredi des résultats plutôt positifs avant l'ouverture de la Bourse de New York, ce qui a contribué à calmer les actions américaines. Le front commercial offre également un certain répit, puisque le président américain Donald Trump a déclaré vendredi que le projet d'imposer des droits de douane de 100% sur les produits en provenance de Chine, qu'il avait lui-même évoqué à la fin de la semaine dernière, ne serait pas tenable. Le locataire de la Maison blanche a également annoncé qu'il rencontrerait son homologue chinois, Xi Jinping, dans deux semaines, un rendez-vous qu'il avait remis en question en raison des tensions commerciales.

Les Bourses mondiales sans direction commune

Les Bourses mondiales ont terminé sans direction commune vendredi, surveillant de possibles signes positifs de la guerre commerciale entre Washington et Pékin, ainsi que l'état de santé des banques régionales américaines. A Wall Street, le Dow Jones a gagné 0,52%, l'indice Nasdaq a aussi progressé de 0,52% et l'indice élargi S&P 500 s'est octroyé 0,53%. En Europe, Francfort a chuté de 1,82%, Milan de 1,45% et Londres de 0,86%. Paris a mieux résisté, ne cédant que 0,18%. Les cours du pétrole ont hésité, avant de terminer dans le vert. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, a gagné 0,38% à 60,34 dollars. Son

Valeurs

À Madrid, les bouleversements du secteur bancaire local ont compté plus que l'actualité des banques américaines. L'action BBVA a grimpé de 5,9% après que la banque espagnole a annoncé la reprise immédiate de ses rachats d'actions à la suite de l'échec de ses efforts visant à convaincre les actionnaires de Sabadell (-6,7%), son concurrent plus petit, de soutenir son offre publique d'achat hostile. Sur le front des résultats, EssilorLuxottica a été vendredi un grand soutien du CAC 40, progressant de 12,9% après avoir fait état jeudi soir d'un chiffre d'affaires en hausse de 11,7% au troisième trimestre, dans un contexte de forte demande pour les produits tels que les lunettes intelligentes que le groupe d'optique franco-italien développe avec Meta. L'action du fabricant danois de médicaments amaigrissants Novo Nordisk a perdu 6,3% après que le président américain Donald Trump a déclaré jeudi que le prix de son traitement allait diminuer. Le secteur européen de la défense (-3,51%) a également été pénalisé vendredi après que le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine sont convenus d'organiser un nouveau sommet sur la guerre en Ukraine. Thales et Safran ont perdu 3,3% et 1,9% respectivement.

A wall Street

La Bourse de New York évolue en ordre dispersé vendredi, partagée entre les craintes concernant la santé des banques régionales américaines et les espoirs commerciaux. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 0,41%, le Standard & Poor's 500 0,20% et le Nasdaq Composite recule 0,02%. L'inflation dans la zone euro a progressé à 2,2% en septembre, montrent les données définitives publiées vendredi par Eurostat, ce qui devrait renforcer les paris sur le maintien des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) à leur niveau actuel pendant un certain temps.

équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, s'est octroyé 0,14% à 57,54 dollars. Le dollar remonte et les valeurs refuge freinent. Vers 20H30 GMT, le billet vert prenait 0,21% par rapport à la monnaie unique, à 1,1663 dollar pour un euro, et s'appréciait de 0,06% face à la devise britannique, à 1,3426 dollar pour une livre. Le billet vert se stabilisait aussi face au yen et au franc suisse, valeurs refuges traditionnelles. Autre valeur refuge par excellence, l'or refluit de 1,92% à 4243,46 dollars l'once, après s'être envolé vendredi à un nouveau sommet inédit.

Changes

Le dollar gagne 0,10% face à un panier de devises de référence, mais il se dirige vers sa pire performance hebdomadaire depuis juillet, les tensions commerciales et les signes de risques pour les banques régionales américaines ayant poussé les investisseurs vers des devises refuges telles que le franc suisse et le yen. L'euro perd 0,13% à 1,1672 dollar.

Taux

Les rendements obligataires à long terme de la zone euro ont terminé la séance en légère hausse, après que le président américain Donald Trump a confirmé que sa rencontre avec le président chinois Xi Jinping était maintenue, et après avoir atteint leur plus bas niveau depuis plusieurs mois en début de journée. Le rendement du Bund allemand à dix ans a pris 0,7 point de base à 2,5768%. Le deux ans a reculé de 0,9 point de base à 1,9135%. Sur la semaine, les rendements des obligations allemandes ont toutefois enregistré une quatrième baisse hebdomadaire consécutive, les investisseurs recherchant des valeurs refuges dans un contexte marqué par les inquiétudes liées à la fermeture de l'administration fédérale américaine, la recrudescence des tensions

commerciales et les signes de tensions dans le secteur bancaire américain. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans prend 2,5 points de base à 4,0011%. Le deux ans gagne 3,1 points de base à 3,4574%.

Pétrole

Les prix du pétrole se sont stabilisés vendredi, tout en enregistrant une perte hebdomadaire en raison des craintes d'une offre excédentaire et alors que le président américain Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine s'apprêtent à se rencontrer à nouveau pour discuter de l'Ukraine. Le Brent prend 0,1% à 61,11 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) est stable à 57,46 dollars.

Métaux

Le prix de l'or a atteint vendredi un nouveau sommet à 4.378,69 dollars l'once vendredi, mais a reculé ensuite sous la pression d'un dollar plus fort et des commentaires du président américain Donald Trump selon lesquels des droits de douane de 100% sur la Chine seraient insoutenables. Il évolue à 4,251 dollars l'once vers 15h40 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 16 Octobre 2025 Valeur : 20 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.9253	129.9403
1	EUR	EURO		151.3240	151.4194
1	GBP	POUND STERLING		174.3964	174.4868
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8897	85.9053
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2315	18.2372
1	CHF	SWISS FRANC		162.9566	163.0777
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.5592	92.6028
1	DKK	DANISH KRONE		20.2657	20.2696
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7126	13.7178
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8884	12.8932
1	AED	UAE DIRHAM		35.3721	35.3781
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6412	34.6471
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.5925	424.9192
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8970	44.3381
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1576	14.1592
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8483	23.9707
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2539	3.2640
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1989	177.1989

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en hausse

Wall Street a terminé en hausse vendredi, les investisseurs évaluant les derniers propos du président américain Donald Trump sur la Chine, tandis que les résultats trimestriels des banques régionales ont atténué les inquiétudes liées au risque de crédit.

L'indice Dow Jones a gagné 0,52%, ou 238,37 points, à 46.190,61 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 34,94 points, soit 0,53% à 6.664,01 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 117,44 points, soit 0,52% à 22.679,975 points.

Donald Trump a déclaré que son projet de droits de douane de 100% sur les biens chinois ne serait pas viable, tout en imputant à Pékin la responsabilité de la dernière impasse dans les négociations commerciales, amorcée après que les autorités chinoises ont renforcé leur

contrôle sur les exportations de terres rares. Il avait annoncé ces nouveaux droits de douane y a une semaine, ainsi que des restrictions à l'exportation sur "tous les logiciels d'importance critique", censées entrer en vigueur le 1er novembre. Les valeurs des banques régionales

ont quant à elles rebondi après la baisse de jeudi, lorsque Zions Bancorporation a révélé des pertes liées à deux prêts commerciaux et industriels, et Western Alliance a indiqué avoir engagé une action en justice pour fraude contre Cantor Group V, LLC.

CHINE

Vers un nouveau cap économique

Le Parti communiste chinois (PCC) va entamer lundi quatre jours de discussions pour définir les grandes orientations économiques du géant asiatique pour les prochaines années, face au ralentissement de la croissance et aux tensions commerciales.

Cette session plénière (ou «plénum») du Comité central, sorte de parlement du parti, réunira à huis clos à Pékin ses quelque 200 membres titulaires et 170 suppléants, afin de fixer les priorités de la deuxième économie mondiale. Comme à l'accoutumée, ces discussions devraient se tenir dans le monumental Palais du peuple, bâtiment qui accueille les grands événements politiques au bord de la place Tiananmen. À l'exception de la presse officielle chinoise, les journalistes seront tenus à l'écart. Ce quatrième «plénum» de la période 2022-2027 sera consacré, selon les médias d'État, aux propositions en matière économique et sociale pour le 15e plan quinquennal (2026-2030). Ce plan joue un rôle central en Chine dans la réalisation des grands objectifs fixés par le président Xi Jinping, notamment en matière d'autosuffisance technologique et de renforcement des capacités économiques et militaires du pays. Présidé par Xi Jinping, le plénum doit s'achever jeudi. Les autorités devraient publier dans la foulée un long document résumant les principales décisions. La version finale du plan quinquennal, qui inclut des objectifs politiques, économiques, sociaux et environ-

nementaux, sera ensuite soumise en mars à l'approbation formelle du Parlement, une institution soumise dans les faits au PCC.

«Des répercussions mondiales»

La réunion intervient dans un contexte économique incertain, marqué par la faiblesse de la consommation intérieure, la crise prolongée du secteur immobilier et les turbulences commerciales avec les États-Unis. «Même si les plénums attirent généralement moins l'attention que d'autres événements politiques, c'est à ces occasions que les grandes orientations du pays sont débattues et arrêtées», soulignait dans une récente note Teeuwe Mevisen, économiste chez Rabobank. «Et étant donné le poids de l'économie chinoise, ces décisions ont des répercussions mondiales», souligne-t-il. Nombre d'experts plaident depuis des années pour une transition vers un modèle de croissance davantage tiré par la consommation intérieure, plutôt que par l'investissement dans les infrastructures et les exportations - des moteurs traditionnels de l'économie. Car la demande des ménages reste relativement faible par rapport à l'avant-Covid. Et selon des données

officielles publiées ce mois-ci, les prix à la consommation ont de nouveau reculé en septembre sur un an. Autre thématique majeure dont les participants au plénum devraient discuter : la surcapacité industrielle, qui entraîne une offre excédentaire dans certains secteurs et alimente les tensions commerciales avec les partenaires étrangers. «Nous nous attendons à une politique plus coordonnée, à la fois pour réduire la surcapacité et pour stimuler la demande», indique à l'AFP Sarah Tan, économiste chez Moody's Analytics. «Le véritable test sera de savoir si les autorités parviennent à dépasser les discours pour adopter des mesures concrètes, capables de relancer la consommation et la confiance des ménages», ajoute-t-elle. Au moment où s'ouvriront les discussions lundi, les autorités publieront des indicateurs économiques du troisième trimestre - notamment les ventes de détail et la production industrielle. Selon un sondage de l'AFP réalisé auprès d'une dizaine d'économistes, la croissance sur la période juillet-septembre devrait avoir ralenti à 4,8%, soit son rythme trimestriel le plus faible depuis un an.

AÉRONAUTIQUE

Le régulateur américain autorise Boeing à intensifier la production de 737 MAX

L'autorité américaine de régulation de l'aviation civile (FAA) a annoncé vendredi autoriser Boeing à intensifier la production de son modèle vedette 737 MAX, un nouveau signal positif pour le constructeur aéronautique. Boeing pourra désormais produire cet avion monocouloir à un rythme de 42 unités par mois, contre 38 auparavant, selon une source proche du dossier. "Les inspecteurs de sécurité de la FAA ont procédé à des examens approfondis des chaînes de production de Boeing afin de s'assurer que cette légère augmen-

tation du rythme de production se fera en toute sécurité", a déclaré vendredi le régulateur américain. "Notre surveillance directe des processus de production de Boeing [...] n'a pas changé", a ajouté la FAA. Son personnel dédié à la sécurité, "y compris les inspecteurs de Boeing, continue de travailler" malgré la paralysie budgétaire qui touche les États-Unis depuis le début du mois d'octobre, a-t-elle assuré. L'agence avait fixé la limite à 38 en janvier 2024, après un incident à bord d'un avion d'Alaska Airlines, vol au cours duquel une porte

s'était détachée du fuselage d'un 737 MAX 9, ne faisant que quelques blessés légers. Une revue à la hausse de ce quota représente une nouvelle bouffée d'air pour Boeing, dont les résultats financiers dépendent en grande partie de ses livraisons. L'entreprise a essuyé des pertes lors des six dernières années. Après les accidents mortels de deux 737 MAX 8 en 2018 et 2019, qui avaient fait 346 victimes au total, les modèles de cette famille de monocouloir avaient été longuement immobilisés au sol par la FAA, et les livrai-

sons suspendues. Des enquêtes avaient été diligentées par le Congrès au cours desquelles le régulateur américain a été critiqué pour ses relations trop étroites avec la compagnie. Vendredi, un porte-parole de Boeing a déclaré que l'entreprise travaillera avec ses fournisseurs "pour augmenter la production de manière disciplinée", assurant que la priorité serait donnée à "la sécurité et la qualité". Depuis fin septembre, la FAA autorise également le constructeur à certifier lui-même certains 737 MAX, une première depuis 2019.

ÉTATS-UNIS

Nouveaux droits de douane sur les autocars et les camions

Le président américain, Donald Trump, a signé vendredi un décret imposant 25% de droits de douane sur les camions et 10% sur les bus et autocars, créant une nouvelle catégorie de produits concernés par des droits de douane sectoriels. Le président avait annoncé fin septembre son intention de mettre en place cette nouvelle surtaxe douanière sur les camions, initialement prévue pour le 1er octobre. Il a au passage ajouté celle sur les autocars, dont il n'avait jusqu'ici pas été fait mention. Il étend ainsi à ces deux catégories de véhicules les droits de douane déjà existants sur le secteur automobile, à compter du 1er novembre. Cette décision intervient à l'issue d'une enquête menée par le ministère du Commerce afin de déterminer si la délocalisation de cette industrie représente un risque

en termes de sécurité nationale pour le pays, une approche employée pour l'ensemble des droits de douane sectoriels déjà mis en place. Ces nouveaux droits de douane ne s'appliqueront cependant pas entièrement sur les camions en provenance du Canada et du Mexique, dès lors que leur production répond aux critères prévus dans le cadre du traité de libre-échange entre les trois pays (Aecum), a précisé un responsable américain. Pour les véhicules concernés, seules les pièces non fabriquées aux États-Unis seront à terme taxées à 25%. Mais ils en restent pour l'instant exemptés, le temps pour le ministère du Commerce de déterminer comment mettre en application cette taxe. Selon Capital Economics, les États-Unis importent 78% de leurs camions du

Mexique et 15% du Canada. Pour les autocars et autobus en revanche, les 10% s'appliqueront pleinement pour les véhicules venant des deux pays voisins, qu'ils soient dans le cadre de l'Aecum ou non. La Maison Blanche a profité de ce décret pour répondre au passage à une demande de l'industrie automobile, en prolongeant jusqu'en 2030 la déduction de 3,75% du prix recommandé que les constructeurs peuvent appliquer pour les automobiles fabriquées aux États-Unis contenant des pièces détachées importées. Initialement prévu pour un an, ce dispositif avait été ajouté à la demande du secteur afin de réduire l'impact des droits de douane sur les constructeurs automobiles. Il s'appliquera dans les mêmes conditions aux camions fabriqués aux États-Unis.

FRANCE/BUDGET

Un effort d'une trentaine de milliards d'euros, selon le ministre de l'Economie

L'effort budgétaire prévu par le gouvernement pour 2026 est d'une trentaine de milliards d'euros, dont 14 milliards d'euros de nouveaux prélèvements obligatoires, a indiqué mercredi le ministre de l'Economie Roland Lescure, soulignant que le projet de budget était ouvert à "négociation". "C'est les ordres de grandeur", a indiqué Roland Lescure sur RTL, répondant à la question de savoir si l'effort serait de 30 ou 31 milliards d'euros. "Il y a une partie qui va se faire par des hausses de prélèvements obligatoires", à hauteur de 14 milliards d'euros, a-t-il détaillé. "Face à ça, il y a des économies de dépenses", a-t-il ajouté, citant le montant de 25 milliards d'euros. Ce chiffre est à comprendre hors hausse de la charge de la dette, qui devrait augmenter l'an prochain d'environ 8 milliards d'euros à plus de 60 milliards d'euros, deuxième poste budgétaire après l'éducation nationale. Dans un avis publié mardi qui reprenait des chiffres du gouvernement, le HCFP avait indiqué que le projet de budget (PLF) prévoyait autour de 14 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires et environ 17 milliards d'économies de dépenses. L'objectif présenté dans le PLF est de ramener le déficit public de 5,4% du produit intérieur brut (PIB) cette année à 4,7% en 2026. "Bien sûr que c'est l'objectif, parce que c'est une marche (...) qui permettra de poursuivre l'escalier jusqu'à la stabilisation de la dette publique en France", a déclaré Roland Lescure sur RTL. "Je serai le garant du cadre du budget. Cela veut dire (qu') on doit respecter nos engagements européens", à savoir le retour du déficit public sous 3% du PIB en 2029, un niveau permettant de stabiliser la dette, a-t-il ajouté. Le ministre a toutefois rappelé que le projet de budget était "une copie de départ" ouverte à "négociation" au Parlement. "C'est la négociation qui permettra d'avoir le chiffre final" du déficit, a indiqué Roland Lescure. "Mais le compromis, ce n'est pas la compromission", a-t-il poursuivi, mettant en garde contre les tentations de "matraquage fiscal (qui) ne marche pas".

SELON GARTNER

Le marché des PC rebondit au 3^e trimestre 2025

Les expéditions mondiales d'ordinateurs progressent de 8,2% au troisième trimestre 2025, portées par le renouvellement des parcs avant la fin du support de Windows 10 et l'essor des PC dotés de capacités IA. L'Amérique du Nord enregistre toutefois une croissance limitée à 1,6%, la demande ayant été anticipée au premier semestre en raison de droits de douane annoncés. Lenovo consolide sa position de leader avec une hausse de 16,6%.

Le marché mondial des PC a enregistré plus de 69 millions d'unités expédiées au troisième trimestre 2025, soit une progression de 8,2% par rapport à la même période de 2024, selon les résultats préliminaires du cabinet Gartner publiés ce 16 octobre. Cette hausse intervient principalement dans un contexte de renouvellement massif des parcs de PC avant la fin du support de Windows 10, prévue le 14 octobre 2025. Cette échéance pousse les entreprises et administrations à moderniser leurs équipements pour continuer à bénéficier des mises à jour de sécurité.

Rishi Padhi, analyste principal chez Gartner, explique que « au troisième trimestre 2025, les expéditions mondiales de PC ont été portées par le cycle de renouvellement lié à la fin du support de Windows 10 dans la plupart des régions, tandis que la croissance en Amérique du Nord s'est limitée à 1,6% car la demande avait été anticipée au premier semestre en raison de droits de douane à l'importation annoncés ».

Cette situation particulière du marché nord-américain contraste avec la dynamique observée dans les autres zones géographiques, où la transition vers Windows 11 stimule les ventes.

La demande des particuliers reste frileuse

Si le secteur professionnel tire le marché, la demande des consommateurs particuliers demeure en retrait, particulièrement sur les segments d'entrée de gamme. Rishi Padhi précise que « la demande des consommateurs est restée faible aux niveaux de prix les plus bas, impactée par des vents contraires géopolitiques et macroéconomiques persistants. Les consommateurs continuent d'adopter un comportement d'achat prudent, retardant leurs achats de PC et recherchant des offres promotionnelles ».

Cette frilosité s'inscrit dans un contexte d'incertitude économique mondiale qui pèse sur les dépenses des ménages, explique le cabinet.

Malgré ces défis sur le segment grand public, les principaux acteurs du marché ont enregistré une augmentation de leurs ex-



Table 1: Gartner Data Snapshot: Preliminary Top 5 Worldwide PC Vendor Unit Shipment Estimates for 3Q25 (Thousands of Units)

Company	3Q25 Shipments	3Q25 Market Share (%)	3Q24 Shipments	3Q24 Market Share (%)	3Q25-3Q24 Growth (%)
Lenovo	19,421	27.8	16,649	25.8	16.6
HP Inc.	15,002	21.5	13,561	21.0	10.6
Dell	10,166	14.5	9,919	15.4	2.5
Apple	6,203	8.9	5,605	8.7	10.7
ASUS	5,383	7.7	5,100	7.9	5.5
Others	13,740	19.7	13,777	21.3	-0.3
Total	69,914	100.0	64,611	100.0	8.2

Notes: Data includes desktop and laptop PCs that are equipped with Windows, macOS and Chrome OS. All data is estimated based on a preliminary study. Final estimates will be subject to change. The statistics are based on shipments selling into channels. Numbers may not add up to totals shown due to rounding.

Source: Gartner (October 2025)

péditions au troisième trimestre 2025.

Cette hausse témoigne de la solidité de la demande professionnelle et institutionnelle, principal moteur du marché actuellement.

Lenovo creuse l'écart en tête du classement

Le classement des cinq premiers fournisseurs mondiaux n'a pas connu de bouleversement au troisième trimestre 2025. Lenovo conserve sa position dominante avec 19,4 millions d'unités expédiées, soit 27,8% de parts de marché, et affiche la croissance la plus forte parmi les leaders avec une hausse de 16,6% sur un an. HP occupe la deuxième place avec 15 millions d'unités et 21,5% de parts de marché, enregistrant une progression de 10,6%.

Dell se maintient en troisième position avec 10,2 millions d'unités expédiées et 14,5% de parts de marché, mais n'affiche

qu'une croissance de 2,5%, la plus faible parmi les cinq premiers. Apple et Asus complètent le top 5 avec respectivement 6,2 millions d'unités (8,9% de parts de marché, +10,7%) et 5,4 millions d'unités (7,7% de parts de marché, +5,5%). Les autres fabricants représentent 13,7 millions d'unités, soit 19,7% du marché total, avec une légère baisse de 0,3%.

L'IA redessine le marché

Au-delà du cycle de renouvellement lié à Windows 10, l'industrie s'oriente résolument vers les PC dotés de capacités IA. Ces terminaux intègrent des unités de traitement neuronal (NPU) permettant d'exécuter des tâches IA directement sur le poste de travail sans recourir à des ressources cloud. Rishi Padhi souligne que « bien que le marché des PC reste porté par l'échéance de fin de support de Windows 10, alimentant des cycles de renouvelle-

ment immédiats, l'industrie se tourne également vers les PC IA équipés de NPU intégrés pour booster les traitements IA en local avec des outils comme Ollama ou LMStudio. Gartner estime que le segment des PC IA atteindra 31% de part des expéditions en 2025, contre 15% en 2024, marquant un changement significatif dans les priorités du marché et l'innovation ».

Cette transition vers l'IA représente une transformation structurelle du secteur, comparable à l'intégration des processeurs graphiques dédiés il y a deux décennies et du WiFi juste après. Les PC AI apportent des fonctionnalités avancées comme la transcription en temps réel, l'édition photo assistée, la réduction de bruit ou encore les assistants personnels bonifiés, sans dépendre d'une connexion Internet. Les fournisseurs positionnent désormais ces capacités comme un argument de vente majeur pour renouveler les parcs installés.

Perspectives pour la fin d'année

Les perspectives pour le reste de l'année 2025 s'annoncent contrastées. La dynamique de renouvellement liée à Windows 10 devrait se poursuivre au quatrième trimestre, mais pourrait s'essouffler progressivement à mesure que les entreprises achèveront leur migration. Le marché nord-américain devrait rester sous pression en raison du phénomène d'anticipation observé au premier semestre. En revanche, les marchés européen et asiatique devraient continuer à bénéficier du cycle de renouvellement professionnel. L'émergence des PC AI constitue un relais de croissance potentiel pour les prochaines années, même si leur adoption reste encore limitée par des prix supérieurs aux modèles traditionnels. Le défi pour les fournisseurs sera de démocratiser ces technologies tout en maintenant des marges suffisantes. La montée en puissance des PC AI pourrait également modifier les rapports de force entre fournisseurs, en fonction de leur capacité à proposer des innovations convaincantes et abordables pour le grand public et les entreprises.

Brèves

Campagne Zero Disco : des rootkits ciblent les switches Cisco

Des chercheurs de Trend Micro ont découvert une campagne sophistiquée baptisée "Operation Zero Disco exploitant une vulnérabilité critique dans le protocole SNMP de Cisco pour déployer des rootkits Linux sur des équipements réseau non protégés. La faille CVE-2025-20352, corrigée fin septembre par l'équipementier, a été exploitée comme zero-day avant la publication d'un correctif. Cette vulnérabilité de débordement de pile affecte les systèmes maison IOS et IOS XE, permettant l'exécution de code à distance

lorsqu'un attaquant usurpe des privilèges administrateur. Les switches des séries Catalyst 9400, 9300 et l'ancienne gamme 3750G sont particulièrement visés, notamment ceux pourvus de protections avancées comme l'ASLR. Le rootkit installe un mot de passe universel contenant le terme disco, référence à peine voilée au fabricant, et injecte plusieurs hooks dans la mémoire du processus IOSd. Cette implantation manipule les journaux, masque des configurations, contourne les contrôles d'authentification et maintient un accès persistant au système. Les composants malveillants disparaissent après redémarrage, compliquant considérablement leur détection. Aucun outil fiable ne permet actuellement d'identifier ces compromissions.

Salesforce poursuivi pour violation de droits d'auteur

Salesforce fait face à une action collective intentée par deux romancières américaines, Molly Tanzer et Jennifer Gilmore, qui accusent l'entreprise d'avoir utilisé des milliers de livres sans autorisation pour entraîner ses modèles xGen. Selon la plainte déposée mercredi, le géant du cloud computing aurait violé les droits d'auteur en exploitant leurs œuvres pour former ses systèmes de traitement du langage. L'avocat Joseph Saveri, qui représente les plaignantes, insiste sur la nécessité de transparence et de

compensation équitable pour les créateurs de contenu.

Ce procès rejoint une vague de litiges similaires visant des entreprises technologiques comme OpenAI, Microsoft et Meta pour utilisation présumée de contenus protégés dans l'entraînement de leurs LLM. En août dernier, Anthropic avait d'ailleurs accepté de verser 1,5 milliard de dollars pour régler un différend comparable.

La plainte souligne que Marc Benioff, CEO de Salesforce, avait lui-même critiqué les entreprises utilisant des datasets "volés" pour développer leurs modèles, affirmant que rémunérer les créateurs serait "très facile à faire". Salesforce n'a pas souhaité commenter cette affaire.

SON PREMIER CARGO TRAVERSE L'ARCTIQUE POUR LIVRER DES VOITURES ÉLECTRIQUES EN EUROPE DEUX FOIS PLUS VITE

La Chine ouvre une route "impossible"

Un cargo chinois vient d'établir une première mondiale en reliant la Chine à l'Europe via l'Arctique, en seulement 20 jours. À bord : batteries, panneaux solaires et composants de voitures électriques. Une prouesse technique, mais aussi un signal géopolitique fort à destination de l'Europe et des États-Unis.

Ce n'est pas qu'un navire qui a franchi la banquise, c'est un véritable signal. En reliant la Chine à l'Europe par la route du Nord, le cargo "Istanbul Bridge" vient en effet d'ouvrir une nouvelle voie commerciale au-dessus du monde, totalement sous contrôle russo-chinois. Un couloir rendu praticable par le recul spectaculaire de la glace : l'Arctique s'est ainsi réchauffé quatre fois plus vite que la moyenne mondiale ces quarante dernières années. Cette première traversée marque donc une étape clé du plan chinois visant à contourner les points de passage occidentaux, comme Suez ou le détroit de Malacca. Une stratégie logistique... mais aussi évidemment politique.

**Moitié moins de temps,
et des émissions en baisse**

Parti du port de Ningbo-Zhoushan le 22 septembre, le navire a rejoint Felixstowe (Royaume-Uni) après seulement vingt jours de mer. Soit deux fois plus vite que les cargos transitant par Suez. À bord : 4 000 conteneurs de batteries, panneaux solaires et pièces pour voitures électriques.

D'après Sea Legend Line, l'opérateur du navire, ce trajet permet de réduire les émissions de CO₂ tout en améliorant la cadence de livraison. "Les basses températures conservent mieux les composants et les mers plus calmes limitent les risques de casse", explique Li Xiaobin, directeur des opérations. "Le temps de transit réduit jusqu'à



40 % les stocks immobilisés", ajoute le PDG Fang Yi.

**14% d'exportations chinoises
de plus vers l'Europe**

Ce premier voyage arrive à un moment charnière. Les exportations chinoises vers l'Europe progressent de 14 % sur un an, tandis que celles vers les États-Unis chutent de 27 %.

Pour Pékin, le vieux continent devient la nouvelle priorité, un marché à la fois à conquérir, mais aussi à fidéliser. Avec cette route arctique, la Chine rapproche

physiquement ses usines de ses clients. Avec, évidemment, ce que ça ajoute d'accentuation de la dépendance européenne à ses chaînes logistiques. Un paradoxe, alors même que Bruxelles prépare de nouvelles taxes anti subventions contre les véhicules électriques chinois.

Washington réagit... trop tard ?

Cet exploit chinois n'a pas échappé à Washington. Les États-Unis ont signé il y a quelques jours un accord avec la Finlande pour renforcer leur flotte de

brise-glaces et protéger leurs intérêts dans la région.

Notamment face à la Chine et Pékin. Mais en l'occurrence, l'"Istanbul Bridge" n'a eu besoin ni d'escorte ni de brise-glace : il navigue déjà vers Hambourg, avant de poursuivre vers l'Allemagne et les Pays-Bas.

En 2026, la compagnie prévoit plusieurs rotations estivales via cette route du Nord, avant de basculer vers l'Europe de l'Est en hiver. Avec cet exploit, la Chine va bien au-delà d'une nouvelle route : elle prend une nouvelle fois de vitesse le reste du monde.

Somnolence, surcharge mentale, distractions : le crash cognitif expliqué

La somnolence au volant, les notifications omniprésentes et la charge mentale constituent un cocktail redoutable pour ce que l'on appelle le "crash cognitif". Il survient lorsque l'attention s'effondre : le cerveau bascule en pilotage automatique, le temps de réaction s'allonge et l'erreur guette. Mieux comprendre ce mécanisme, c'est déjà reprendre la main. L'attention est une ressource finie : la fatigue la ronge, le bruit la disperse. Le mythe du multitâche ne résiste pas à l'analyse : on ne fait pas deux choses à la fois, on alterne très vite entre elles, au prix d'un temps de réaction plus long et d'erreurs supplémentaires. La charge mentale — préoccupations professionnelles ou familiales — occupe la mémoire de travail et grève la vigilance. Or, la conduite d'une voiture exige précisément de rassembler une multitude d'informations en temps réel, afin de prendre les bonnes décisions, au milieu de journées où notre cerveau est déjà pris par le quotidien. Autre phénomène qui s'ajoute à tout cela : la répétition des trajets, qui conduit à diminuer implicitement notre degré d'attention. On ne s'en rend pas compte, mais l'habitude nous fait rentrer en mode pilotage automatique, comme si chaque trajet allait se dérouler exactement de la même manière. Tout cela forme le cocktail idéal pour l'erreur d'inattention. Mais au volant, une pe-



tite erreur peut évidemment avoir de graves conséquences.

Que peuvent — et ne peuvent pas — les aides à la conduite ?

Nos voitures ont beau être de plus en plus sûres, la sécurité active n'est toujours pas assez performante et aboutie pour nous prévenir de tout accident. Il n'y a qu'à voir les multiples accidents causés par les modes de conduite 100% autonomes dans les pays qui les autorise. Et nos essais rappellent à longueur d'année que les capteurs et radars, s'ils sont toujours plus nombreux... ne sont pas toujours efficaces ! Disons-le, les exceptions et les incompréhensions des systèmes

d'aides à la conduite (ADAS) sont fréquentes. Tandis que les exigences de l'Union Européenne, qui durcit toujours plus ses normes d'homologation, ne peuvent suffire à faire accélérer la technologie. Aujourd'hui, les aides à la conduite qui peuvent prévenir la somnolence sont les systèmes de vigilance par caméra (DMS), qui repèrent des clignements lents ou un visage détourné. Utiles pour alerter, ils ne lisent pas l'état interne du conducteur, ce qui explique souvent les bugs de ces systèmes qui vous conseillent de vous arrêter alors que vous êtes partis de puis trente minutes.... Autre ADAS : l'alerte et le maintien dans la voie qui peuvent rendre de réels services, à condition de régler finement leur sen-

sibilité pour éviter les coups de volant intempestifs. Enfin, le régulateur de vitesses adaptatif soulage la charge mentale sur longs trajets. Mais paradoxalement, il peut encourager une forme de surconfiance. Reste à trouver le bon compromis entre aides actives et vigilance active, mais ne surtout pas négliger cette dernière.

Premiers signaux et fatigue et routine anti somnolence

Bâillements répétés, paupières lourdes et clignements ralentis ; trajectoire qui ondule, lignes blanches "aspirantes" ; souvenirs flous des derniers kilomètres ; irritabilité soudaine et difficulté à fixer son attention : à la première occurrence d'un de ces comportements, remarquée par vous ou l'un de vos passagers, on s'arrête sur la première aire de repos qui se trouve sur la route. Et avant d'en arriver là, quelques éléments peuvent aider à diminuer le risque d'endormissement. Pour un long trajet ou un départ en vacances, la prévention commence la veille : limiter les écrans tardifs, conserver une heure de coucher stable, viser un sommeil continu. Avant de partir, hydratez-vous et privilégiez une collation légère, en évitant les sucres rapides qui provoquent un contre-coup. C'est aussi vrai pour les trajets du quotidien. Sur la route, appliquez la règle d'or : une pause au moins toutes les deux heures, avec

quelques minutes de marche, des étirements et, si possible, une exposition à la lumière du jour pour réactiver l'éveil.

La "coffee-nap" est un allié surprenant sur les longs trajets : un café serré, puis une sieste de 15 à 20 minutes, le réveil coïncidant avec l'effet de la caféine. De nuit, multipliez les pauses et, au moindre signe de somnolence, arrêtez-vous immédiatement dans un lieu sûr. Côté distractions, basculez le téléphone en mode conduite ou "ne pas déranger", simplifiez l'interface de navigation et réglez votre poste de conduite pour bannir les tensions : assise soutenue, appuie-tête bien positionné, volant proche pour garder les bras fléchis.

En résumé, prévenir le "crash cognitif", c'est surtout refuser le pilotage automatique. Les aides à la conduite rendent service, mais elles ne remplaceront jamais un conducteur reposé, attentif et organisé. La veille, on prépare son sommeil ; au départ, on règle son poste de conduite et on coupe les distractions ; sur la route, on s'écoute et on respecte la pause toutes les deux heures. Au moindre signe d'alerte, on s'arrête — tout de suite. C'est simple, concret, et terriblement efficace.

À l'occasion de la Semaine de la santé mentale, rappelons-le : prendre soin de soi, c'est aussi prendre soin des autres usagers. Au volant, la meilleure technologie reste votre vigilance.

Mots fléchés

Ultérieur		Culte rendu à Dieu		Fléchie		Avion à réaction		Délaissées		Pendant la révolution		Propage	
Bateliers		Refuse d'admettre		Ruineuse		Descendant de		Reliquat		était phrygien		Encaissées	
										Division de couronne			
Nostal-giques de Sion										Plat traditionnel du Vietnam			
Mesurées du bois										Êtres			
							Elle peut-être tenante						
Ligne d'intersec-tion de deux plats		Mot de bambin					Elle peut devenir cancéreuse						
					Marchande	Cochonnerie							Secrétée par un mollusque
Action de remettre à sa place		Insecte noir					Originaires			Sur une plaque espagnole			
		Hypothèse					Commune de la Mayenne			Copie de Jules César et de Marc Antoine			
						Saison				Solitaire		Vieux continent	
Boîtes électo-rales						Il porte un sabot		Assaison-ner					
Volonté													
			Le plus haut col de France	Atomes						Abandonné			
Occupé	Sous-préfecture de l'ère Antiquité du Bateau ivre (Arthur)							Marque sportive					
								Erbium					
				Elle sépare la Grèce de la Turquie					Facteur de croissance				Assimilé au Mars romain
									Éjecté hors de soi				
Célèbre orateur grec							Racolage en argot						
Chef musulman					Base de l'imposition		Arrose Innsbruck						
				Prénom arabe				Balancés					
								Royaume médiéval					
Long rouleau de plumes				Champion de Formule 1 (Ayrton)						Roue à gorge		Éclotions	
Ville festivièrè				Levant									
						Irisées							
Simple d'esprit		Cité engloutie	Terre d'argile ocreuse Pays de Proche Orient				Un sens				Sous-préfecture du Jura		Commune de l'Orne
							Transpirée						
						Laitue, batavia, frisée, scarole							
						Fluide gazeux							
Baryum	Samarium			Génisse de l'ouest de la France						Nous connaissons son pas			
	Ante meridiem			576 mètres en Chine						Dedans			
		Dédaigneux							Pronom personnel				
Sophistiquée									Fleuve écossais				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

15 morts et 488 blessés en 48 heures

Quinze (15) personnes sont décédées et 488 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Bouira avec 2 morts et 25 blessés, suite à 18 interventions liées aux accidents de la route, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont déploré, également le décès d'un jeune homme de 27 ans emporté par les eaux de l'Oued Sahel El Kri commune de Sidi M'Hamed Ben Ali, à Relizane, suite aux dernières intempéries enregistrées aussi à Djelfa, M'silla, Ghardaia, Bordj Bou Arreridj, Chlef, Mila, Médéa et Bouira, où il a été procédé à plusieurs opérations d'épuisement et de pompage des eaux pluviales dans des habitations et le sauvetage de personnes en situation dange-reuse.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Dimanche 19 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite officielle en République de Corée

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuée, à partir de samedi, une visite officielle en République de Corée pour prendre part à l'exposition internationale d'aérospatial et de défense "ADEX-2025", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Sur invitation du ministre de la Défense nationale de la République de Corée, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle en République de Corée, à partir d'aujourd'hui samedi 18 octobre 2025, pour prendre part à l'Exposition internationale d'aérospatial et de défense ADEX-2025". Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'ANP et les Forces armées de la République de Corée, les deux parties examineront "les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

HUAWEI SEEDS FOR THE FUTURE 2025

Des étudiants algériens en Chine

Une vingtaine d'étudiants algériens, issus de diverses universités, grandes écoles et instituts de formation professionnelle en Algérie participeront à Shenzhen (Chine) au programme "Huawei Seeds For the Future 2025", a indiqué hier un communiqué de l'entreprise des télécommunications Huawei. Ces étudiants représentent plusieurs établissements relevant des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Poste et des Télécommunications, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, précise la même source. Cette sélection fait suite à une formation en ligne intensive de plus d'une semaine, ayant rassemblé 56 étudiants, encadrés par des experts algériens et chinois spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que dans l'entrepreneuriat, ajoute le communiqué. Les 20 meilleurs candidats ont obtenu les résultats requis à un examen final, leur permettant de participer à un voyage en Chine, précise la même source. Ces étudiants se trouvent depuis vendredi dernier en Chine où ils effectueront une visite au siège social de Huawei, ainsi que plusieurs laboratoires de recherche et campus technologiques de l'entreprise, note la même source, relevant qu'il s'agit pour ces étudiants d'une occasion de découvrir les dernières innovations dans les TIC et de nouer des liens avec des professionnels et chercheurs du secteur. Huawei continue de soutenir la formation des étudiants et talents algériens à travers ses différents programmes afin de "garantir un écosystème développé dans le domaine des TIC", conclut le communiqué.

SANTÉ

Cinq cas confirmés de diphtérie dans la wilaya de Skikda

Cinq (5) cas confirmés de diphtérie, dont deux (2) décès, ont été enregistrés dans la wilaya de Skikda, où une cellule de crise a été mise en place au niveau de la direction de la Santé et de la Population, pour suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique, indique samedi un communiqué du ministère de la Santé. "Il s'agit, pour les deux décès, d'un homme de nationalité étrangère âgé de 25 ans et d'une fillette de 12 ans non vaccinée contre cette maladie", précise le communiqué, ajoutant qu'"aussitôt ces cas enregistrés, il a été procédé à la mise en place d'une cellule de crise au niveau de la direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Skikda pour suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique et prendre toutes les mesures préventives et hospitalières nécessaires, en coordina-

tion avec les autorités locales", précise la même source. A cet effet, "les services sanitaires compétents ont entamé des enquêtes épidémiologiques minutieuses sur les cas enregistrés, incluant les sujet contacts, qui ont été placés sous traitement prophylactique (chimio prophylaxie) et vaccinés contre la diphtérie, pour éviter la propagation de l'infection et l'apparition de nouveaux cas", souligne le communiqué, précisant que "514 personnes ont été vaccinées au cours des dernières 48 heures, dans le cadre d'une campagne de vaccination préventive supervisée par les équipes sanitaires locales et la cellule de crise de la wilaya". "La situation est stable et le suivi sur le terrain se poursuit de manière rigoureuse et quotidienne, à travers le renforcement des activités de surveillance épidémiologique dans l'ensemble des structures sa-

nitaires de la wilaya et la prise en charge des cas enregistrés conformément aux protocoles thérapeutiques en vigueur", ajoute le texte. Le ministère appelle l'ensemble des citoyens à "respecter scrupuleusement le calendrier vaccinal, qui demeure le moyen le plus efficace et le plus approprié pour prévenir cette maladie ainsi que les autres maladies infectieuses", assurant que "les vaccins sont disponibles dans l'ensemble des structures sanitaires". Le ministère "suit de près l'évolution de la situation sanitaire dans la wilaya de Skikda et demeure mobilisé pour garantir la sécurité des citoyens et préserver la santé publique, de même qu'il œuvre au lancement d'une campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination et de la prévention des maladies infectieuses", conclut le communiqué.

SAHARA OCCIDENTAL

La résolution de la 4e Commission sur la décolonisation, une réponse claire à la propagande de l'occupation marocaine

Le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordinateur avec la MINURSO, Sidi Mohamed Omar, a salué, vendredi, la dernière résolution adoptée par la Quatrième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, lors de sa 80e session, laquelle affirme que la question du Sahara occidental demeure une question de décolonisation, soulignant qu'il s'agit "d'une réponse claire à la propagande de l'occupation marocaine et à ses tentatives de contourner la légitimité internationale". La Quatrième Commission onusienne chargée des questions de décolonisation, avait en effet

adopté, jeudi, au terme de ses travaux, une résolution réaffirmant le cadre juridique de la question du Sahara occidental en tant que question de décolonisation ainsi que la responsabilité des Nations Unies à l'égard du peuple sahraoui. Dans une déclaration à l'APS, Sidi Mohamed Omar a souligné que "cette résolution revêt une valeur ajoutée, en ce qu'elle constitue une réponse claire et très forte à la propagande de l'occupant marocain et à ses tentatives de dénaturer le caractère international de la question à travers la diffusion de mensonges, de contre-vérités ou encore de l'usage de la corruption et d'autres moyens pour rallier certains pays à ses thèses

trompeuses devant les Etats membres". Cette résolution, tout en représentant une réponse claire à l'occupation marocaine, "constitue également une riposte directe aux positions de certains Etats qui ont affiché leur soutien à la politique expansionniste du Maroc au Sahara occidental", a-t-il ajouté. "Cette décision réaffirme un ensemble de principes qui sous-tendent la question du Sahara occidental au niveau de l'AG de l'ONU: la confirmation de son statut juridique en tant que question de décolonisation, la reconnaissance du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux résolutions

pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier la résolution 1514 de 1960 portant Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés", a-t-il poursuivi. Dans ce contexte, Sidi Omar a mis en avant le large élan de solidarité en faveur de la cause sahraouie lors de la 80e session de l'AG de l'ONU, tant dans les interventions des chefs d'Etat que dans les travaux de la Quatrième Commission chargée de la décolonisation. Des militants des droits de l'homme, universitaires et syndicalistes issus de différents pays du monde se sont mobilisés pour défendre la cause sahraouie et réclamer le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

CHINE

Sinopec détourne un superpétrolier d'un port sanctionné par les États-Unis

Les dernières sanctions américaines visant un important terminal pétrolier chinois ont contraint le groupe de raffinage Sinopec à détourner un superpétrolier et à demander à certaines de ses usines de réduire leurs cadences de traitement du brut, selon des données de suivi maritime et des cabinets de conseil chinois. Un superpétrolier transportant du pétrole à destination du port chinois de Rizhao, dans la province du Shandong, a modifié sa route ce week-end après l'imposition, vendredi, de sanctions américaines contre un terminal d'importation de ce port, d'après les données de LSEG. Le cabinet de conseil JLC a estimé sa-

medi que le volume de raffinage de Sinopec pour le mois d'octobre pourrait diminuer de 3,36 % par rapport aux prévisions initiales, pour atteindre environ 5,16 millions de barils par jour. Sinopec n'a pas immédiatement répondu aux sollicitations pour commenter la situation. Les données de LSEG indiquent que le superpétrolier New Vista, affrété par la filiale de négoce Unipet de Sinopec et initialement prévu pour décharger à Rizhao dimanche, a changé de destination au profit des ports de Ningbo et Zhoushan, où il doit arriver le 15 octobre. Le New Vista, capable de transporter deux millions de barils de brut, a actuellement à son bord du pétrole de

type Upper Zakum, en provenance d'Abou Dhabi. Le terminal pétrolier Rizhao Shihua, détenu pour moitié par une unité logistique de Sinopec, figure parmi les entités sanctionnées par le Trésor américain dans le cadre d'une série de mesures visant également des navires transportant du pétrole brut iranien et du gaz de pétrole liquéfié. Ce terminal, situé dans la ville de Lanshan, au sein de la province du Shandong «un important centre du raffinage pétrolier en Chine», a été sanctionné pour avoir réceptionné du pétrole iranien à bord de navires déjà frappés par des sanctions, selon les autorités américaines.